



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2024



REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2024

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
AVANT-PROPOS	2
ABREVIATIONS ET SIGLES	3
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES ENCADRES	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
RESUME	6
INTRODUCTION	8
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	12
1.1. Balance commerciale de biens.....	14
1.1.1. Exportations de biens	15
1.1.1. 1. Évolution globale des exportations de biens.....	15
1.1.1. 2. Composition des exportations de biens.....	16
1.1.1. 3. Orientation géographique des exportations.....	19
1.1.2. Importations de biens.....	20
1.1.2. 1. Évolution globale des importations de biens.....	20
1.1.2. 2. Composition des importations de biens.....	21
1.1.2. 3. Orientation géographique des importations.....	21
1.2. Balance des services	22
1.2.1. Transports	23
1.2.2. Voyages	23
1.2.3. Autres services	24
1.3. Compte du revenu primaire.....	24
1.4. Compte du revenu secondaire.....	26
II. COMPTE DE CAPITAL	27
III. COMPTE FINANCIER	27
IV. CAPITAUX MONETAIRES	29
4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	29
4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	30
4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	30
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE	31
CONCLUSION	34
ANNEXES	36

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée, généralement une année. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités et les agents économiques.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et validée par le Comité National de la Balance des Paiements (CNBP). Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles pour les besoins internes de la BCEAO, des services officiels et des missions du FMI.

Le CNBP est l'organe de validation des données, conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°06/2024/CM/UEMOA du 20 décembre 2024, relatif aux relations financières extérieures des États membres de l'UEMOA.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 6^e édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) élaboré par le FMI, parue en 2008.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2024¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, les statistiques qui y sont présentées peuvent contenir des insuffisances liées essentiellement au caractère informel des activités des filières agropastorales et à leur poids dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourra s'adresser, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger à l'adresse suivante :

Contact :

Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91/92, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : courrier.HDN@bceao.int

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire utilisée est le franc CFA.

ABREVIATIONS ET SIGLES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	Banque Islamique de Développement
BPT	Balance des Paiements en terme de Transactions
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques Publiques et d'Evaluation de l'Action Gouvernementale
CNBP	Comité National de la Balance des Paiements
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CNODC	China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation
CNPC-NP	China National Petroleum Corporation – Niger Petroleum
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FED	Fonds Européen de Développement
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
FOB	Franco à Bord (Free on Board)
IDE	Investissements Directs Etrangers
I-3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
INS	Institut National de la Statistique
MBP6	6 ^e Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEF	Programme Economique et Financier
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRSP	Plan de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive
SML	Société des Mines du Liptako
SOMAIR	Société des Mines de l'Aïr
SOMINA	Société des Mines d'Azelik
SONIDEP	Société Nigérienne des Produits Pétroliers
SORAZ	Société de Raffinage de Zinder
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

	<u>Pages</u>
Tableau 1 : Évolution du solde global de la balance des paiements	12
Tableau 2 : Évolution des transactions courantes.....	13
Tableau 3 : Évolution de la balance commerciale de biens.....	14
Tableau 4 : Évolution des exportations selon les différents postes de biens.....	15
Tableau 5 : Évolution des intérêts de la dette extérieure sur les exportations.....	19
Tableau 6 : Évolution des importations FOB de biens.....	20
Tableau 7 : Évolution de la balance des services	23
Tableau 8 : Évolution du poste « transports ».....	23
Tableau 9 : Évolution du poste « voyages ».....	24
Tableau 10 : Évolution du poste « Autres services ».....	24
Tableau 11 : Évolution de la balance du revenu primaire.....	25
Tableau 12 : Évolution des revenus nets des investissements.....	25
Tableau 13 : Évolution de la balance du revenu secondaire.....	26
Tableau 14 : Évolution du compte de capital.....	27
Tableau 15 : Évolution du compte financier.....	27
Tableau 16 : Évolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	29
Tableau 17 : Évolution des créances et engagements extérieurs des banques.....	30
Tableau 18 : Évolution des Actifs Extérieurs Nets	30
Tableau 19 : Stocks d'actifs et de passifs financiers entre 2023 et 2024.....	32
Tableaux annexes.....	36

LISTE DES ENCADRES

	<u>Pages</u>
Encadré 1 : Principe de récupération des coûts pétroliers	17

LISTE DES GRAPHIQUES

	<u>Pages</u>
Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements de 2014 à 2024.....	12
Graphique 2 : Évolutions de la Balance des biens et services et balance courante.....	13
Graphique 3 : Évolution des composantes de la balance commerciale de 2014 à 2024.....	14
Graphique 4 : Évolution des ratios de la balance commerciale de 2014 à 2024	15
Graphique 5 : Évolution des exportations des principaux produits de 2014 à 2024.....	16
Graphique 6 : Évolution du prix du kilogramme d'uranium de 2014 à 2024	16
Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2023 et 2024	19
Graphique 8 : Répartition des exportations vers la zone UEMOA en 2023 et 2024	20
Graphique 9 : Importations en valeur par grands groupes de produits de 2014 à 2024.....	21
Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2023 et 2024.....	22
Graphique 11 : Répartition des importations selon le pays de provenance de l'UEMOA.....	22
Graphique 12 : Évolution des investissements directs étrangers de 2014 à 2024.....	28
Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2024.....	33

RESUME

L'année 2024 s'est déroulée dans un contexte international marqué par des incertitudes géopolitiques persistantes, liées aux conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, ainsi qu'au retour du protectionnisme commercial sous l'impulsion de la nouvelle administration américaine, faisant planer des risques sur le commerce mondial. Parallèlement, la tendance à la désinflation s'est poursuivie à la faveur du resserrement monétaire engagé depuis 2022. Selon les dernières estimations du FMI, publiées en octobre 2025, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,3% en 2024, après 3,4% en 2023. Ce fléchissement du rythme de croissance de l'économie mondiale dépeint les contraintes auxquelles le monde a fait face au cours de cette année. Il s'agit notamment de la poursuite du conflit russo-ukrainien et ses conséquences économiques, des tensions géopolitiques, des pressions inflationnistes et des politiques monétaires restrictives qui en ont découlé, de la crise de la dette américaine et des effets à long terme de la Covid-19.

Au plan national, le contexte économique en 2024 a été marqué par la levée des sanctions économiques et financières de la CEDEAO ayant permis une reprise progressive des activités et de la coopération avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). La performance économique a également été soutenue par une campagne agricole 2024 excédentaire, le démarrage des exportations du pétrole brut via le pipeline Niger-Bénin, la gestion du contexte sécuritaire et une inflation record, induite par les mauvais résultats de la campagne hivernale 2023 et les perturbations des chaînes d'approvisionnement.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 114.701 millions en 2024 contre un déficit de 299.320 millions en 2023.

Ainsi, le déficit structurel de la balance courante a connu un fléchissement de 48,5%, passant de 1.414.978 millions en 2023 à 728.485 millions en 2024, imputable essentiellement à l'amélioration de la balance des biens et services.

Le déficit commercial s'est amélioré de 673.043 millions ou 69,5% en 2024, passant de 968.518 millions en 2023 à 295.475 millions en 2024, résultant d'une hausse des exportations conjuguée avec une baisse des importations.

Les exportations sont passées de 601.616 millions en 2023 à 918.925 millions en 2024, soit une progression de 52,7%, sous l'impulsion notamment des performances enregistrées par le secteur pétrolier, en lien avec le début des expéditions du pétrole brut et les ventes du pétrole raffiné (+23,0%), nonobstant la baisse des ventes des produits agropastoraux (-5,3%), des expéditions des produits aurifères (-96,6%) en raison de l'arrêt des activités de certaines sociétés du secteur depuis les événements du 26 juillet 2023 et du contexte sécuritaire, et l'absence de sorties des produits uranifères.

Concernant les importations, il est enregistré des baisses significatives sur celles des produits intermédiaires, des biens d'équipement et une légère décélération sur les produits alimentaires. En somme, les achats extérieurs de biens ont connu un reflux de 22,7% par rapport à l'année 2023.

Le déficit de la balance des services s'est amélioré de 71.036 millions pour ressortir à 476.690 millions en 2024 contre 599.432 millions en 2023, à la suite d'un accroissement des services de transport.

Le déficit du solde de revenu primaire s'est dégradé de 77,2% pour s'établir à 211.543 millions, après 119.370 millions en 2023, en liaison principalement avec une augmentation des paiements de dividendes, notamment dans le secteur pétrolier.

Le solde du revenu secondaire s'est établi à 255.223 millions en 2024 contre 272.342 millions un an plus tôt, en rapport avec la chute des aides budgétaires.

Le solde du compte du capital s'est établi à 209.201 millions en 2024 contre 176.670 millions en 2023. Ce mouvement haussier est lié essentiellement à l'accroissement des transferts en capital reçus par l'Etat, en raison de la reprise de la coopération avec les partenaires.

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, est passé de -945.816 millions en 2023 à -395.899 millions en 2024, soit une importante baisse de 58,1% porté principalement par le reflux des investissements directs étrangers (-66,8%).

INTRODUCTION GENERALE

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international en 2024 a été marqué par des incertitudes géopolitiques en lien avec les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient ainsi que le retour du protectionnisme commercial sous l'impulsion de la nouvelle administration américaine, accroissant les craintes sur le commerce international. Cette situation s'inscrit également dans un contexte de désinflation globale résultante du resserrement monétaire engagé depuis 2022.

Au titre de l'année 2024, la croissance économique mondiale est estimée à 3,3%, en recul par rapport à l'année 2023 (3,4%), selon les dernières estimations du FMI datant du mois d'octobre 2025. Cette légère baisse de l'activité économique est principalement liée aux effets à long terme de la crise de Covid-19, amplifiés par les pressions inflationnistes de 2022-2023 ainsi que les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient.

Dans les pays avancés, la croissance du PIB réel est de 1,8% en 2024, restée stable par rapport à l'année précédente. La stagnation de la production cache cependant des disparités dans les dynamiques par pays ou groupes de pays. En effet, au Japon, l'activité économique a ralenti par rapport à 2023, s'établissant à 0,2%. Aux États-Unis, elle est restée relativement stable malgré un léger recul de 0,1 point de pourcentage. Parallèlement, on observe une hausse du PIB réel concernant la zone euro (+0,9%). Toutefois, on note une dynamique contrastée au sein des pays. Au Royaume-Uni (+1,1%), Canada (+1,6%) et les autres pays avancés, la croissance s'est consolidée de respectivement 0,7 pp, 0,1 pp et 0,4 pp, pour s'établir à respectivement 1,1%, 1,1% et 2,3%. La situation économique de la zone euro est principalement portée par la hausse de l'activité en Espagne, passant de 2,7% en 2023 à 3,5% en 2024. Parallèlement, l'activité a reculé en Allemagne (-0,3% en 2023 à -0,5% en 2024) et est restée stable en France et en Italie à respectivement 1,1% et 0,7%.

Les pays émergents et en développement affichent une croissance de 4,3%, en baisse par rapport à l'année 2023 (4,7%). Cette décélération est principalement liée à la contraction de l'activité économique des pays émergents et en développement d'Asie, en recul de 1,2 points de pourcentage (pp) par rapport à l'année précédente. Au sein de ce groupe, la croissance économique indienne a fortement chuté, passant de 9,2% en 2023 à 6,5% en 2024. Aussi, la Chine a vu sa croissance décerée de 5,4% à 5,0% sur la même période.

Au sein des BRICS, seul le Brésil a enregistré un regain d'activité économique, ressortant en hausse de 0,2 pp par rapport à 2023. Par ailleurs, le PIB réel a reculé de 0,3 pp en Afrique du Sud. Enfin, au Nigeria, la croissance économique a bondi de 0,5 pp en 2024.

Après une année 2023 marquée par une contraction des prix alimentaires importés par l'Union, l'année 2024 a poursuivi sur la même tendance avec une détente de 3,2%, portée essentiellement par la chute des cours du sucre (-13,3%), du riz (-2,5%) et du blé (-10,8%).

Les prix des principaux produits exportés par l'Union se sont confortés en 2024. Cette dynamique est imputable aux cours des produits agricoles, des minéraux, métaux précieux et fertilisants. Sur la même période, on observe un repli des cours du coton, du pétrole et du gaz naturel.

En effet, le cours du cacao a connu une hausse fulgurante de 107,5%, passant de 4,0 à 8,3 dollars le kg en 2024. Cette progression a été principalement induite par la reprise de la demande mondiale après plusieurs années de déficit. Parallèlement, la demande intérieure autant qu'extérieure notamment sur les marchés émergents est restée soutenue. De même, le cours du café s'est apprécié de 56,4%.

Malgré l'incertitude autour de la conjoncture économique, les grandes places boursières ont réalisé des performances positives. En moyenne, par rapport à 2023, le Dow Jones a augmenté de 12,9%. Dans la même dynamique, le Nasdaq a enregistré une hausse de 28,6%. Au Japon, le Nikkei 225 a connu une croissance de 19,2%.

Les marchés boursiers africains ont également connu une croissance positive au cours de l'année 2024. Ainsi, au Ghana, l'indice GSE Composite a augmenté de 56,2% en comparaison à 2023. Au Nigeria, la hausse a été de 37,6% pour le NGX All-Share (ex-NSE) alors qu'elle a été relativement moins élevée concernant l'indice FTSE/JSE All Share (+9,2%) de l'Afrique du Sud. Enfin, concernant la zone UEMOA, l'indice BRVM Composite s'est apprécié de 28,9%.

2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UEMOA

Profitant d'un contexte international marqué par une baisse progressive des prix et un assouplissement des conditions financières, la zone UEMOA a affiché une bonne performance économique en 2024.

La croissance économique de l'Union s'est consolidée en se situant à 6,3% contre 5,2% en 2023. Elle est principalement portée par le maintien de la bonne dynamique de l'activité économique au sein des pays membres ainsi qu'une amélioration de l'offre agricole.

L'IPHC de l'Union a gagné 0,1 pp, passant de 3,7% en 2023 à 3,8% en 2024, du fait de la hausse des prix répertoriée au sein de toutes les fonctions. En outre, cette légère hausse tient sa source dans les dynamiques inflationnistes au Niger (+9,1%), au Burkina Faso (+4,5%) et au Mali (+3,6%) qui font face à des défis sécuritaires et commerciaux.

Enfin, il convient de noter que le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires commerciaux est ressorti favorable à la zone de +4,2 pp. Cet écart est encore plus grand concernant le Nigeria (+29,7 pp) dont la monnaie s'est fortement dépréciée et le Ghana (+17,6 pp) avec un niveau d'inflation exacerbé par la hausse des prix des denrées alimentaires ainsi que les effets de report du taux de change après les dépréciations antérieures de sa monnaie.

3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

En plus du léger recul de l'activité globale, le contexte économique national en 2024 a été marqué par : (i) la levée des sanctions économiques et financières imposées à la suite des événements du 26 juillet 2023 et la reprise progressive des activités et de la coopération économiques avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), (ii) une campagne agricole 2024/2025 excédentaire, (iii) le début de l'exportation du pétrole brut via le pipeline Niger-Bénin (iv) la gestion du contexte sécuritaire et (v) une inflation record, induite par les mauvais résultats de la campagne d'hivernage 2023 et les perturbations des chaînes d'approvisionnement.

Ainsi, après une croissance économique estimée à 2,6% en 2023, les données disponibles tablent sur une consolidation de la dynamique de l'économie nigérienne avec un taux de croissance de 10,3% en 2024. Cette évolution est principalement portée par le secteur extractif (+42,3%), plus précisément les produits pétroliers dont les exportations ont significativement augmenté, en lien avec le démarrage de l'exportation du pétrole brut via le pipeline. La croissance a également été portée par une bonne production agricole (+23,7%) rendue possible par la bonne tenue de la campagne agricole 2024/2025 et les résultats positifs de la mise en oeuvre du programme de la grande irrigation.

La croissance économique en 2024 a été portée essentiellement par les secteurs primaire et secondaire. En effet, l'activité au niveau du secteur primaire a rebondi de 18,1% en 2024 après 4,5% en 2023. Quant au secteur secondaire, en dépit des contraintes liées à l'approvisionnement en produits intermédiaires du fait de la fermeture de certaines frontières et de l'insécurité, la croissance dans le secteur s'est consolidée davantage pour se situer à 12,9% en 2024, après 5,3% en 2023, sous l'impulsion des industries extractives.

Sous l'angle de la demande, la croissance est particulièrement imputable à celle de la consommation finale des ménages.

En moyenne annuelle en 2024, les prix ont augmenté de 9,1% au Niger, largement au dessus de la cible communautaire de 3%. Les principaux facteurs à l'origine de cette hausse sont entre autres la baisse de l'offre céréalière issue de la campagne agricole 2022/2023, les

défis sécuritaires ainsi que la perturbation des chaînes d'approvisionnement du pays. En outre, on a enregistré un rencherissement des prix dans le secteur des Hôtels et Restaurants (30,5% en 2024 contre 2,4% en 2023) et contribué à hauteur de 3,3 points de pourcentage à l'inflation globale. Cette évolution s'expliquerait principalement par la progression des prix des produits alimentaires, qui constituent un intrant majeur pour les services de restauration et d'hôtellerie.

Par ailleurs, la demande sur les marchés nigériens et les difficultés d'approvisionnement en céréales à partir du Burkina, du Mali et du Bénin en raison de la situation sécuritaire et d'autres contraintes ont accentué la pression sur les disponibilités céréalières au niveau des marchés locaux.

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2024 s'est ressentie des pressions budgétaires liées à la gestion du déficit alimentaire de 2023, au contexte sécuritaire et aux répercussions des sanctions subséquentes aux événements du 26 juillet 2023, conjuguées aux moins-values des recouvrements fiscaux. S'agissant de l'exécution budgétaire, elle est le reflet des faibles investissements financés par les bailleurs de fonds, en dépit de la suspension des sanctions et des annonces de la reprise de la coopération. Ainsi, le déficit budgétaire global, dons compris, s'est situé à 4,3% du PIB en 2024, après 5,4% en 2023 et 6,8% en 2022. En effet, les recettes totales, dons compris, ont connu une hausse de 3,7% en 2024 en s'établissant à 1.102,7 milliards et les dépenses totales sont restées quasiment stables, avec une progression de 0,4% pour s'établir à 1.616,5 milliards.

A fin décembre 2024, la masse monétaire est ressortie à 1.972,5 milliards en hausse de 127,6 milliards par rapport à décembre 2023. Cette situation est la résultante d'une accélération de la circulation fiduciaire de 23,2%. A cela s'ajoute une légère amélioration de la situation des autres dépôts des banques (+4,0%).

Les actifs extérieurs nets se sont dégradés pour la seconde année consécutive après un reflux de 299,3 milliards en 2023. A la fin de l'année 2024, les AEN se sont repliés de 121,7 milliards par rapport à 2023, pour ressortir à 278,4 milliards.

Les créances intérieures se sont raffermies de 183,7 milliards, soit 13,8% en variation relative par rapport à 2024, pour ressortir à 2.011,0 milliards (après 1.766,9 milliards en 2023). Cette évolution est soutenue par l'accroissement des créances nettes sur l'Administration Centrale (+27,3%) et des crédits à l'économie (+8,3%). L'accroissement des concours bancaires au profit de l'Administration Centrale a permis de combler les besoins de financement liés à la faible mobilisation des aides budgétaires et des recettes internes.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 114.701 millions en 2024 après un déficit record de 299.320 millions en 2023.

L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2014 à 2024 fait apparaître les évolutions suivantes :

Tableau 1 : Évolution du solde global de la balance des paiements

(en millions)

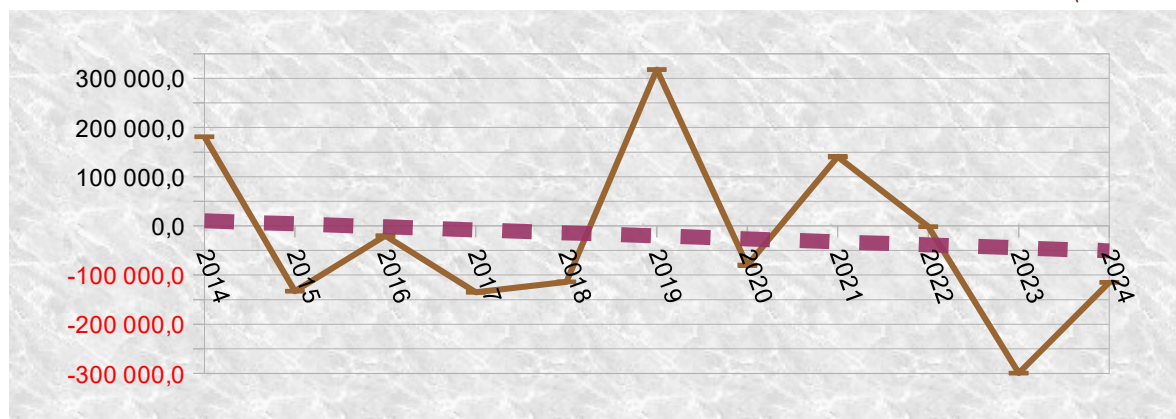
Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Solde	181 363	-132 646	-20 243	-134 978	-113 930	317 935	-80 036	140 213	-1 675	-299 320	-114.701

Source : BCEAO

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger présente un profil contrasté, reflétant des chocs internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques et sécuritaires, et externes comme l'évolution des cours mondiaux des produits miniers, pétroliers et alimentaires sur le marché international, ainsi que la volatilité des appuis financiers extérieurs et du cours du Naira, la monnaie nigériane.

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements de 2014 à 2024

(en millions)



Source : BCEAO

La description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG) du Niger entre 2023 et 2024 est présentée dans les sections suivantes.

I. COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2024 sont présentés en annexes 1.1 et 1.2. Il ressort que le déficit structurel de la balance courante a connu une amélioration de 48,5% passant de 1.414.978 millions en 2023 à 728.485 millions en 2024, comme l'indique le tableau 2, ci-après. Cette évolution est imputable essentiellement à la réduction du déficit de la balance des biens et services, atténuée par une augmentation de celui du revenu primaire.

Tableau 2 : Évolution des transactions courantes

(en millions)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Biens et services	-1 268 759	-1 408 411	-1 757 496	-1 567 950	-770 234
Biens	-777 533	-893 282	-1 169 829	-968 518	-295 475
Services	-491 227	-515 129	-587 666	-599 433	-474 758
Revenu primaire	-119 733	-131 282	-139 953	-119 370	-213 474
Revenu secondaire	343 381	375 680	337 993	272 342	255 223
Solde du compte courant	-1 045 111	-1 164 013	-1 559 456	-1 414 978	-728 485
Solde du compte courant (hors dons)	-1 208 874	-1 323 007	-1 633 256	-1 460 938	-743 331
PIB Nominal	7 911 032	8 268 344	9 620 982	10 194 000	11 994 400

Sources : BCEAO, INS

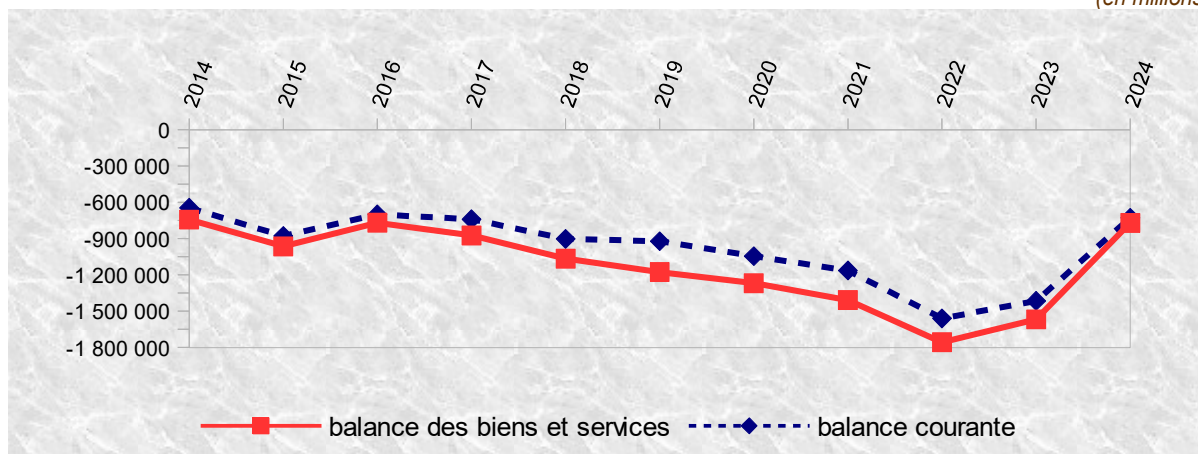
Quant au ratio du déficit courant hors dons rapporté au PIB, il s'est replié de 8,1 points de pourcentage (pdp) pour ressortir à 6,2% en 2024 contre 14,3% en 2023. Cette situation traduit pour l'essentiel l'accroissement des ventes du pétrole brut ainsi que la baisse des commandes des biens d'équipements, des produits intermédiaires et des produits alimentaires, en raison notamment des difficultés d'approvisionnement et d'un ralentissement de la dynamique économique hors secteurs pétrolier et agricole.

Comme l'illustre le graphique ci-dessous, les soldes de la balance des biens et services et celui des transactions courantes présentent une évolution similaire, traduisant ainsi l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger.

La consommation des autres services par les entreprises résidentes, tels que les services de recherches et développements, de gestion, d'informatique, de construction et de transport, induite dans les secteurs miniers, pétroliers, de télécommunications et des bâtiments et travaux publics, impacte le solde courant au Niger.

Graphique 2 : Évolutions de la balance des biens et services et de la balance courante

(en millions)

**Source** : BCEAO

1.1. Balance commerciale de biens

Le déficit commercial a connu une amélioration de 673.043 millions ou 69,5% en 2024, passant de 968.518 millions en 2023 à 295.475 millions en 2024 (cf. tableau 3). Le ratio du déficit commercial au PIB suit la même dynamique, en passant de 9,5% en 2023 à 2,5% en 2024.

Tableau 3 : Évolution de la balance commerciale de biens

(en millions, sauf indication contraire)

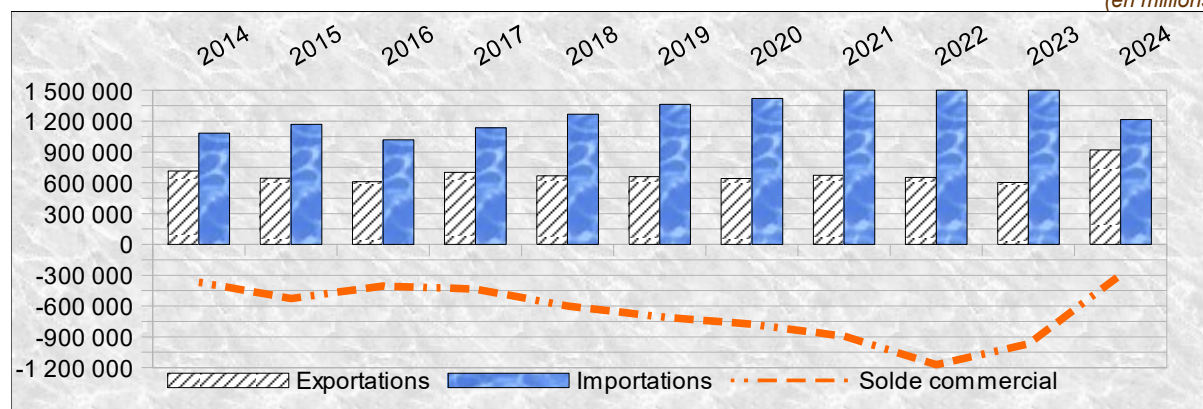
Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
Total Exportations ajustées	642 345	671 900	652 600	601 616	918 925
Total importations fob de biens	1 419 878	1 565 182	1 822 430	1 570 134	1 214 400
Balance commerciale	-777 533	-893 282	-1 169 830	-968 518	-295 475
Balance commerciale sur PIB (%)	-9,8	-10,8	-12,2	-9,5	-2,5
Taux de couverture des importations par les exportations (%)	45,2	42,9	35,8	38,3	75,7

Source : BCEAO

Ces évolutions se rapportent aux données ajustées, qui assurent une meilleure couverture du commerce extérieur et reflètent mieux l'orientation des échanges.

Graphique 3 : Évolution des composantes de la balance commerciale de 2014 à 2024

(en millions)



Source : BCEAO

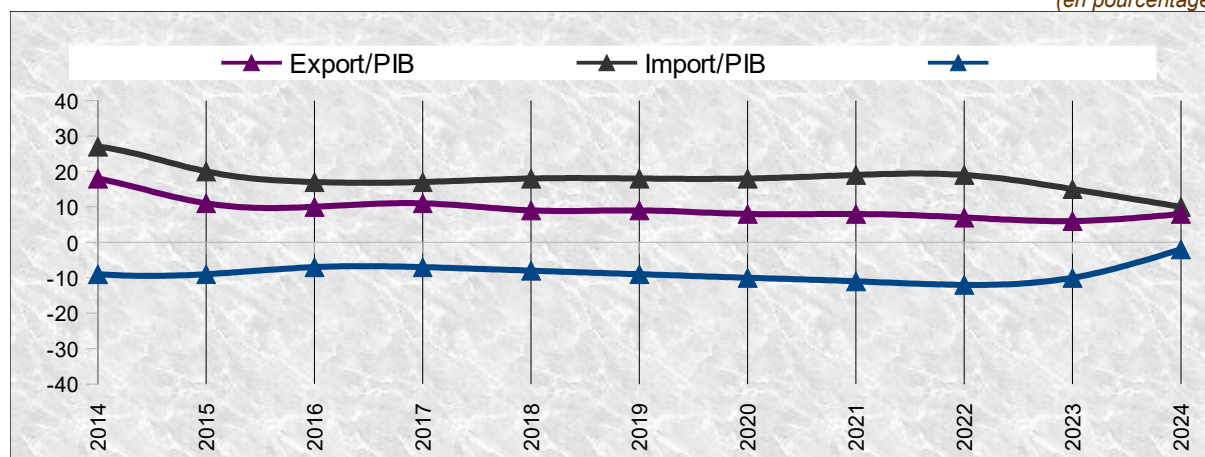
L'amélioration du déficit commercial entre 2023 et 2024 résulte d'une baisse des importations (-355.733 millions) couplée à une hausse des exportations (+317.309 millions). Les exportations sont passées de 601.616 millions en 2023 à 918.925 millions en 2024, soit une progression de 52,7%, sous l'impulsion notamment du début des expéditions du pétrole brut nigérien via le Bénin et d'une hausse enregistrée sur les ventes du pétrole raffiné (+23,0%), en dépit des baisses sur les ventes des produits agro-pastoraux (-5,3%) et l'or (-96,6%), appuyées par l'absence de sortie d'uranium. S'agissant des exportations de l'or, elles se sont établies à 2.525 millions en 2024 contre 73.561 millions un an plus tôt, en lien avec l'arrêt des activités de plusieurs sociétés du secteur, depuis les événements du 26 juillet 2023.

Concernant les importations, celles-ci ont enregistré une baisse globale de 22,7% par rapport à 2023. Ce recul résulte principalement de la forte diminution des achats de matières premières et biens intermédiaires (-62,22%) ainsi que des biens d'équipement (-57,4%). En revanche, une catégorie de biens affiche une dynamique haussière à savoir les produits pétroliers et énergétiques (+110,16%), sous l'effet d'une demande soutenue en bitume, carburateurs, la reprise de la fourniture d'électricité par le Nigeria, et les autres biens de consommation courante (+46,4%), en lien avec la progression de la consommation des ménages et des entrées de produits pharmaceutiques.

Ainsi, le taux de couverture des importations FOB par les exportations est ressorti à 75,7% en 2024, après 38,3% un an plus tôt. Le graphique 4, suivant, présente l'évolution des ratios de la balance commerciale en pourcentage du PIB.

Graphique 4 : Évolution des ratios de la balance commerciale de 2014 à 2024

(en pourcentage)



Source : BCEAO

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Évolution globale des exportations de biens

Le tableau 4 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

Tableau 4 : Évolution des exportations selon les différents postes de biens

(en millions)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Marchandises générales	600 554	628 240	593 200	528 055	916 400
- Pétrole brut					504 045
- Uranium	145 470	104 968	98 970	123 917	0
- Pétrole raffiné	105 370	130 767	85 800	62 786	83 796
- Produits agropostoraux	219 354	255 384	263 100	222 637	210 845
- Autres produits	130 360	137 121	145 330	118 715	117 713
<i>Dont réexportations</i>	72 231	74 800	77 400	55 927	72 600
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	0	0	0	0
Or non monétaire	41 791	43 660	59 400	73 561	2 525
Total exportations de biens	642 345	671 900	652 600	601 616	918 925

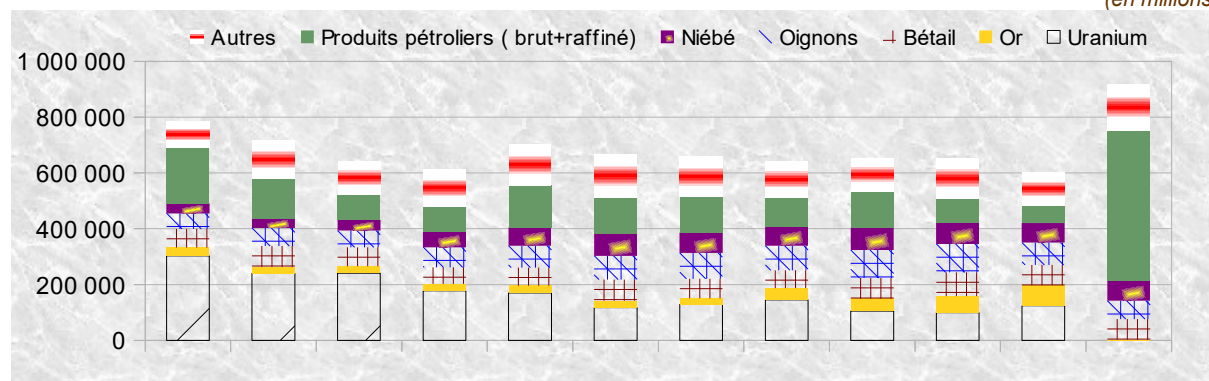
Source : BCEAO

Le montant total des exportations ressort à 918.925 millions en 2024 contre 601.616 millions en 2023, soit une hausse de 52,7%, imputable principalement aux rubriques «pétrole brut », «pétrole raffiné » et «autres marchandises générales».

Cette performance a été néanmoins atténuée par des baisses enregistrées sur les ventes de l'uranium et de l'or. L'évolution des exportations des principaux produits est retracée dans la figure ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits agropastoraux et uranifères, sauf en 2024 où il a été noté la prédominance des produits pétroliers.

Graphique 5 : Évolution des exportations des principaux produits de 2014 à 2024

(en millions)



Source : BCEAO

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

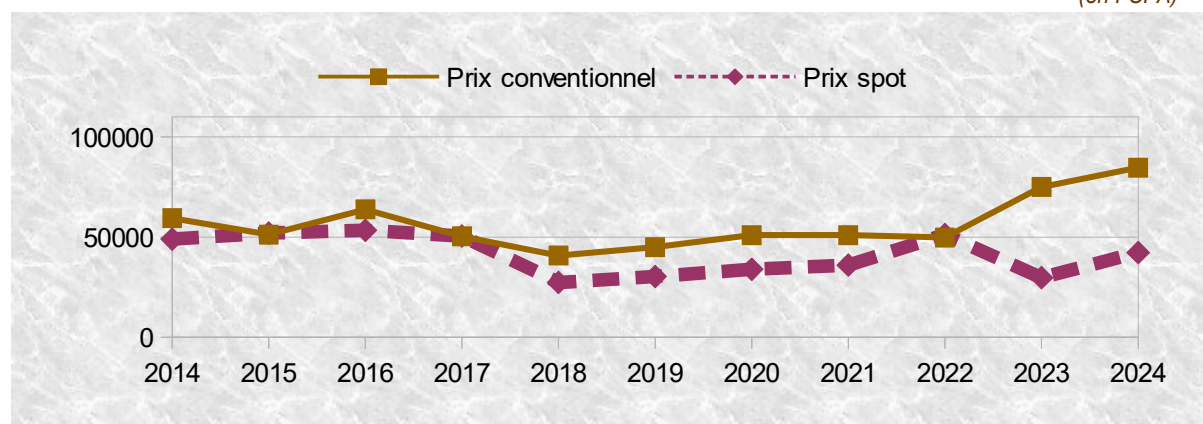
1.1.1.2.1. Uranium

Il n'a été enregistré aucune sortie des produits uranifères en 2024 contrairement à 2023 où 1.553 tonnes ont été expédiées. En effet, les exportations ont été suspendues depuis les événements du 26 juillet 2023.

Toutefois, la production est passée de 1.130 tonnes en 2023 à 1.080 tonnes au cours de l'année sous revue. Quant au prix du kilogramme, il est estimé à 84.625 Francs en 2024 à des fins de valorisation de la production, contre 75.000 Francs en 2023.

Graphique 6 : Évolution du prix du kilogramme d'uranium de 2014 à 2024

(en FCFA)



Sources : BCEAO, Ministère des Mines

1.1.1.2.2. Pétrole

La production des produits pétroliers raffinés depuis novembre 2011 au Niger est assurée par la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), répartie entre la consommation intérieure et les exportations. Elle a une capacité de raffinage de 20.000 barils/jour. Ainsi, depuis 2012, le Niger exporte des produits pétroliers (essence, gazoil et gaz butane) à destination principalement du Nigeria, du Burkina Faso et du Mali par l'entremise de la SONIDEP et de la SORAZ (depuis août 2016). Par ailleurs, depuis le deuxième semestre de l'année 2023, les expéditions du pétrole raffiné sont également faites en direction du Tchad.

La vente des produits pétroliers raffinés, y compris l'avitaillement des aéronefs étrangers, se sont établies à 83.796 millions en 2024 contre 62.786 millions en 2023, en raison de la réouverture des frontières, consécutive à la levée des sanctions communautaires.

En outre, l'entrée sur le marché international du pétrole brut nigérien par la China National Petroleum Pipeline Niger (CNPC-Niger), transporté via le pipeline Niger-Bénin, a boosté le secteur pétrolier avec une recette atteignant 504.045 millions en 2024.

Encadré 1 : Principe de récupération des coûts pétroliers

Le Niger a signé le 02 juin 2008 un Contrat de Partage de Production (CPP) avec la CHINA National Oil and Gas Development and Exploration Corporation (CNODC), en vue de la mise en exploitation de ses réserves pétrolières au niveau du bloc Agadem. A cet effet, la CNODC a réalisé, entre 2008 et 2011, des forages sur le site pétrolier d'Agadem (région de Diffa) et construit une raffinerie dans la banlieue de Zinder ainsi que le pipeline d'alimentation de la raffinerie d'Agadem à Zinder, long de 462,5 Km. La CNODC a créé deux sociétés de droit nigérien, la CNPC-NP et la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), chargées respectivement de la production et du raffinage du pétrole brut. La production de pétrole brut est assurée par la CNPC-NP, détenue à hauteur de 15% par l'État du Niger et de 85% par la CNODC.

Le volume de ces investissements directs étrangers réalisés en amont (champs pétroliers et construction du pipeline) à la date du 31 décembre 2011 a été officiellement évalué à 1.758.238.178 dollars US.

L'exploitation pétrolière au Niger ayant démarré avec l'inauguration officielle de la SORAZ le 28 novembre 2011, le CPP prévoit en ses articles 40, 41 et 42 une clé de partage de la production entre la CNPC-NP, qui a repris les actifs de la CNODC, et l'Etat du Niger. La production est répartie en redevances pétrolières (12,5%), récupération des coûts pétroliers (70% de la production nette de la redevance), tax oil (taux variable de 40% à 50% appliqué à la production nette de la redevance et de la récupération des coûts) et profit oil (pour le reliquat). La redevance pétrolière et la tax oil sont perçues par l'Etat du Niger, les coûts pétroliers sont récupérés par la CNODC et le profit oil est partagé entre les actionnaires (Etat du Niger et CNODC).

En outre, la mise en production de la Phase II du bloc d'Agadem, intervenu en fin d'année 2023, augmentera le niveau de production du pétrole brut nigérien dont une grande partie sera exportée via le pipeline Niger-Bénin, long de 1982km. La réalisation de ce projet a totalisé un coût important.

De ce fait, les échanges extérieurs du Niger seront marqués par des flux financiers sortants relatifs à la récupération des coûts et au rapatriement du profit oil, les flux entrants étant constitués des recettes d'exportation.

En conclusion, il convient de souligner que l'évolution des IDE et, plus globalement, de la position extérieure nette du Niger sera marquée par cette récupération des coûts pétroliers sur les prochaines années jusqu'à concurrence du montant de l'investissement initial, augmenté du montant des autres dépenses réalisées post 2011 dans le cadre de l'extension de l'activité. Par la suite, les flux sortants prendront plus d'ampleur sous forme de rapatriement de dividendes (profit oil).

Source : BCEAO

1.1.1.2.3. Or

Les expéditions de l'or industriel, au titre de l'année 2024, se sont traduites par une diminution du volume, en s'établissant à 49,1 kg contre 177,5 kg en 2023. En valeur, les exportations de l'or industriel se sont établies à 2.065,9 millions en 2024, après 6.804,3 millions en 2023.

S'agissant de l'or issu des Exploitations Minières Artisanales et à Petites Echelles (EMAPE), les ventes à l'extérieur se sont situées à 459,5 millions en 2024 contre 66.756,7 millions en 2023. Cette situation est imputable aux mesures d'assainissement prises par les Autorités et

l'exacerbation de la situation sécuritaire ayant occasionnée la suspension d'activités pendant une longue période.

Ainsi, les exportations globales d'or en valeur ressortent à 2.525,42 millions en 2024 contre 73.560,9 millions un an plus tôt, essentiellement à destination des Emirats Arabes Unis (100%).

Par ailleurs, il est noté l'arrêt d'activités de plusieurs sociétés d'affinage d'or au cours de l'année sous revue.

1.1.1.2.4. Bétail

Les exportations de bétail ont progressé de 2,1% en 2024, ressortant à 73.975 millions contre 72.444 millions en 2023, essentiellement à destination du Nigeria, du Ghana et des pays de l'Union. Cette dynamique est soutenue par la reprise de l'activité économiques et du commerce international à la suite de la levée des sanctions communautaires.

1.1.1.2.5. Oignon

La valeur des exportations d'oignon ressort à 66.038 millions en 2024 contre 80.887 millions en 2023, soit une baisse de 18,4%, résultant des difficultés d'expédition vers les principaux clients dont la Côte d'Ivoire et le Ghana, en raison des difficultés au niveau des corridors. Toutefois, le niveau de production a connu une augmentation, notamment par la remise à niveau des aménagements hydro-agricoles existants, l'augmentation des superficies emblavées et l'utilisation plus importante de matériels et d'intrants agricoles d'appoints, initiées dans le cadre du programme de la grande irrigation, sous la bannière du Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie (PRSP).

1.1.1.2.6. Niébé

L'exportation du niébé au Niger dépend non seulement de la campagne précédente, dont les stocks sont principalement écoulés au cours de l'année suivante, mais également de celle en cours durant le dernier trimestre. Le Nigeria demeure la principale destination du niébé nigérien.

Ainsi, en 2024, les exportations en valeur du niébé se sont établies à 70.832 millions, en légère hausse de 2,2% par rapport à leur niveau de 2023, où elles se sont chiffrées à 69.306 millions. Cette hausse est consécutive à la bonne performance productive de la filière notamment au cours de la campagne hivernale. En effet, de 2.166.800 tonnes en 2023, la production du niébé est passée à 2.763.000 tonnes en 2024.

Par ailleurs, en raison d'un important commerce informel sur ce produit et de la fraude douanière, son évaluation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles.

1.1.1.2. 7. Autres exportations

Ces exportations sont ressorties à 117.713 millions en 2024 contre 118.715 millions en 2023, soit une légère baisse de 0,8%, en dépit de la hausse des réexportations (29,8%) de marchandises et des autres produits agropastoraux, dont le sésame

En effet, les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.).

L'annexe 1.7 présente l'évolution des exportations ajustées de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles et des ajustements opérés.

Le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations² est ressorti à 5,9%, en baisse de 3,4 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2023. Il est largement en dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 15%.

Tableau 5 : Évolution des intérêts de la dette extérieure sur les exportations

(en millions, sauf indication contraire)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations totales ajustées	642 345	671 900	652 600	601 616	918 925
Intérêts de la dette extérieure	62 347	71 650	87 185	56 227	53 892
Intérêts de la dette extérieure /Exportations (%)	9,7	10,7	13,4	9,3	5,9

Sources : BCEAO, Ministère de l'Economie et des Finances

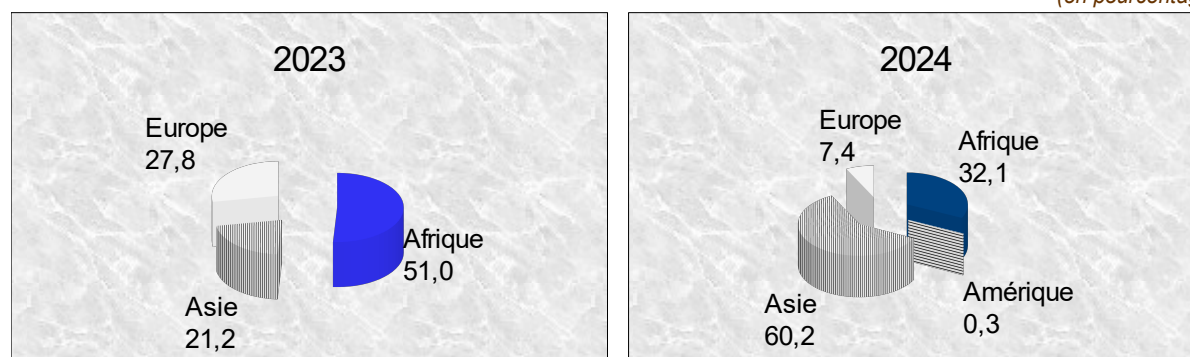
1.1.1.3. Orientation géographique des exportations

L'analyse des données du tableau 1.9, présenté en annexe, donne la répartition des clients du Niger suivant l'orientation géographique.

En effet, comme il ressort du graphique 7 suivant, l'Asie devient le principal partenaire des exportations nigériennes avec 60,2%. Elle est suivie par l'Afrique (32,1%), l'Europe (7,4%) et l'Amérique (0,3%).

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2023 et 2024

(en pourcentage)



Source : BCEAO

² Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations consacrée au service de la dette extérieure. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.

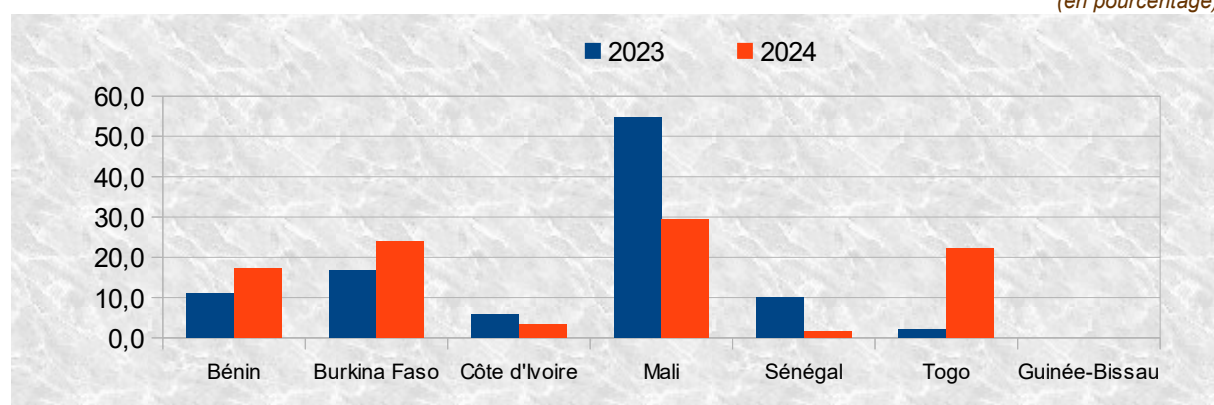
La prépondérance des produits pétroliers, dont le pétrole brut dans les exportations du Niger, explique la place occupée par l'Asie, principale destination du pétrole brut en 2024. La place de l'Afrique est expliquée en 2024 par l'importance du pétrole raffiné, du niébé, de l'oignon, et des animaux sur pied, ainsi que des produits de réexportations, à destination du Nigeria et des pays de UEMOA, explique la place occupée par l'Afrique en 2024.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries³ relevées entre les pays de l'Union. Environ 13,3% des exportations du Niger en 2024 ont été destinées vers ces pays alors que ce niveau était de 19,6% en 2023.

Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignon, du bétail et, surtout, du pétrole raffiné, en direction du Mali et du Burkina Faso.

Graphique 8 : Répartition des exportations vers la zone UEMOA en 2023 et 2024

(en pourcentage)



Source : BCEAO

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Évolution globale des importations de biens

Le tableau 6 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

Tableau 6 : Évolution des importations FOB de biens

(en millions, sauf indication contraire)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
Marchandises générales	1 419 616	1 563 299	1 822 401	1 570 133	1 214 400
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce	262	1 883	29	0	0
Total importations fob de biens	1 419 878	1 565 182	1 822 430	1 570 133	1 214 400
PIB nominal	7 909 345	8 270 826	9 632 007	10 194 000	11 994 400
Importations fob de biens / PIB (%)	18,0	18,9	18,9	15,4	10,1

Source : BCEAO

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 9, élaboré à partir des données de l'annexe 1.11.

³ Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, le Conseil des Ministres de l'Union a approuvé en mars 2003 la mise en place d'une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Elle a démarré ses activités en 2007. Elle procède chaque année au retraitement des données du commerce intra-UEMOA, les purgeant des asymétries relevées sur la base des données douanières des États.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

L'analyse de ces groupes de produits a permis de mettre en évidence, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger.

Ainsi, les produits alimentaires (céréales, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.) ressortent prédominants avec 34,4% en 2024 après 26,9% en 2023.

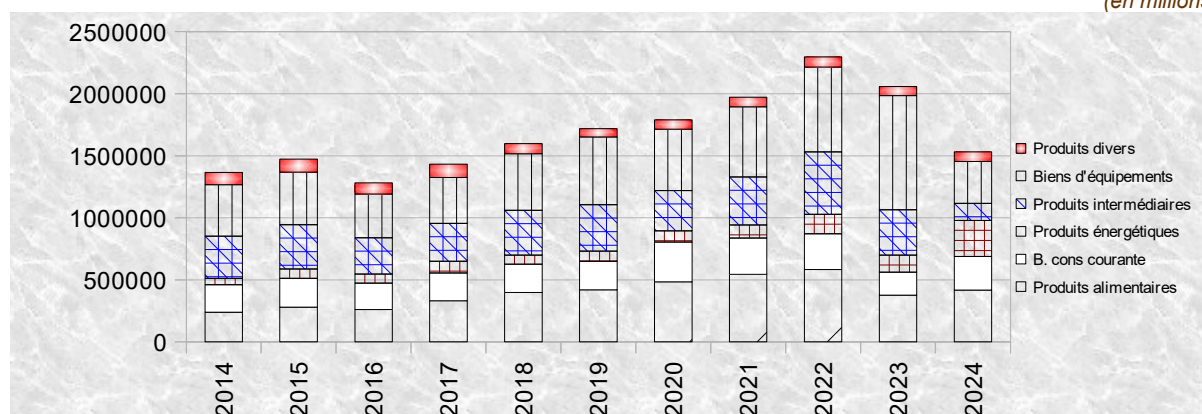
Ils sont suivis par les biens d'équipement, dont les machines et appareils (électrique et mécanique), les matériels de transport, de précision ainsi que les biens meubles, avec 27,8% du total, après 50,5% un an plus tôt.

Les produits pétroliers et énergétiques représentent 23,9% en 2024 contre 8,8% l'année précédente, suivis des autres biens de consommation courante (22,4%). Les biens intermédiaires, constitués du ciment, du fer, de l'acier et des produits chimiques, sont passés de 23,1% en 2023 à 11,3% en 2024 et les autres biens de 5,0% à 6,4%.

La baisse des importations des biens d'équipement et intermédiaires est en liaison avec l'achèvement de certains travaux notamment dans le domaine pétrolier, dans le cadre de la construction du pipeline pour le transport du brut.

Graphique 9 : Évolution des importations en valeur par groupes de produits de 2014 à 2024

(en millions)



Source : BCEAO

1.1.2.3. Orientation géographique des importations de biens

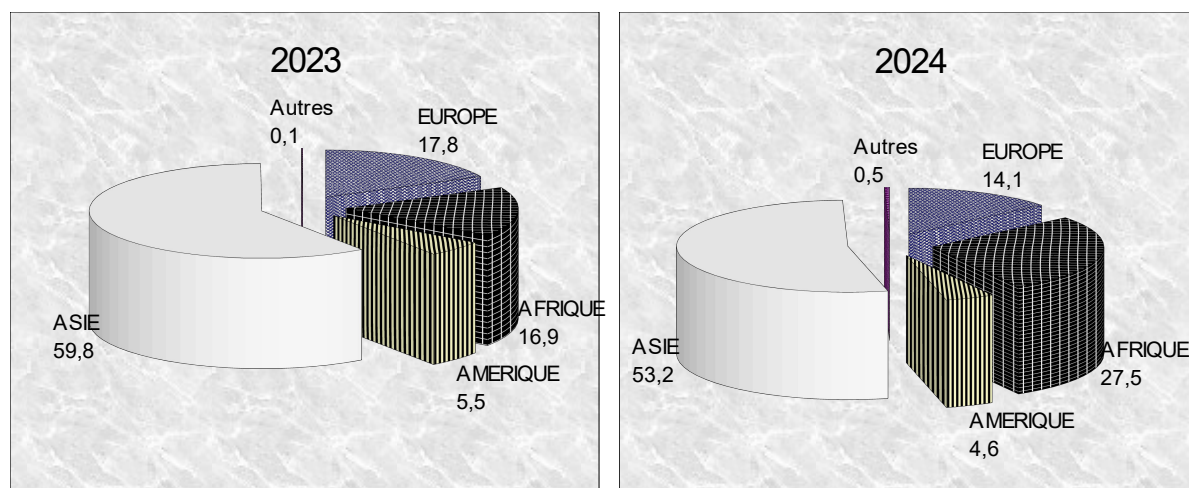
La zone Asie demeure la principale source d'approvisionnement du Niger avec 53,2% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2024 contre 59,8% un an plus tôt (cf. graphique 10 et annexe 1.12). Elle est suivie de l'Afrique avec 27,5% (contre 16,9% en 2023) et l'Europe avec 14,1% contre 17,8% en 2023. Quant au continent américain, il a livré 4,6% des importations du Niger contre 5,5% un an plus tôt.

Les produits en provenance de l'Asie sont constitués pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, de matériels de bureau, des textiles, des friperies et du thé.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées principalement de certains produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, de matériels de télécommunications, des appareils de précision, des véhicules neufs ainsi que ceux d'occasion.

Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2023 et 2024

(en pourcentage)



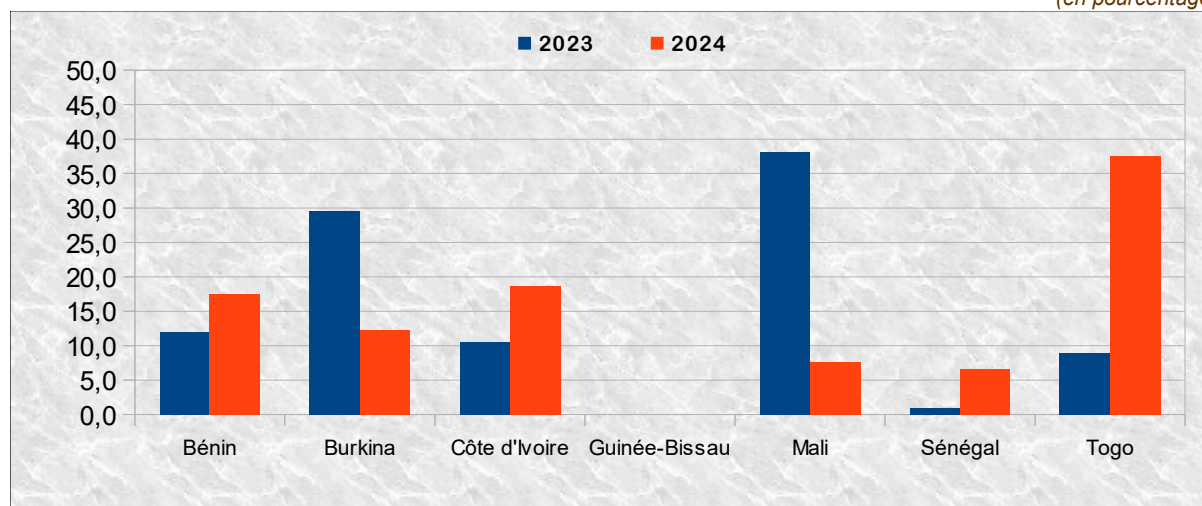
Source : BCEAO

Pour les importations en provenance du continent africain, 32,9% des marchandises proviennent de la Zone UEMOA. Ces achats sont composés des huiles de cuisine, de céréales, des fruits et légumes et des produits manufacturés.

Les approvisionnements en provenance des États de l'Union se sont établis à 114.746 millions en 2024 contre 117.741 millions à fin décembre 2023. Ces transactions sont dominées par le Togo (37,5%), la Côte d'Ivoire (18,6%) et le Bénin (19,0%), comme l'indique le tableau de l'annexe 1.12.

Graphique 11 : Répartition des importations selon le pays de provenance de l'UEMOA

(en pourcentage)



Source : BCEAO

1.2. Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est amélioré de 122.743 millions pour ressortir à -474.758 millions en 2024 contre -599.433 millions en 2023, induit principalement par la baisse des dépenses liées au transport, et celles portant sur les autres services, constitués notamment des services de télécommunications, d'informatique, d'informations, de

fabrication, de recherche et développement, de conseil en gestion, de réparation et maintenance, des travaux de construction, ainsi que des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs.

Le solde déficitaire des autres services s'est situé à -123.249 millions en 2024 contre -164.559 millions un an plus tôt. Il enregistre ainsi une amélioration de +41.310 millions. Cette situation résulte notamment d'une diminution des services fournis par les non résidents aux sociétés pétrolières et de construction d'infrastructure, dans un contexte de ralentissement des activités économiques en lien avec l'impact des sanctions communautaires subies par le Niger jusqu'au mois de février 2024. Ces services concernent essentiellement ceux de travaux de construction et des autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international).

Tableau 7 : Évolution de la balance des services

(en millions)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
Transport	-384 475	-413 016	-472 139	-435 173	-339 997
Voyage	1 839	7 751	12 950	299	-11 513
Autres services	-108 591	-109 864	-128 477	-164 559	-123 249
Total balance des services	-491 227	-515 129	-587 666	-599 433	-474 758

Source : BCEAO

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire des transports s'est amélioré, passant de -435.173 millions en 2023 à -339.997 millions en 2024, en liaison principalement avec la baisse des dépenses nettes en fret induite par la diminution du volume des importations, tempérée par le transport de passagers.

Tableau 8 : Évolution du poste "transports"

(en millions)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
Transports	-384 475	-413 016	-472 139	-435 173	-339 997
- passagers	-2 370	658	4 870	-10 577	-8 017
- Fret	-368 365	-405 716	-468 228	-407 395	-314 933
- Autres	-13 740	-7 957	-8 781	-17 200	-17 046

Source : BCEAO

1.2.2. Voyages

Le solde du poste « voyages » est ressorti à -11.513 millions en 2024 contre 299 millions un an plus tôt, induit principalement par la progression des voyages à titre personnel et professionnel, en raison des flux enregistrés à la réouverture des frontières et la reprise des activités des compagnies aériennes ainsi que la baisse de cadence dans l'organisation des

grands événements internationaux. Il est également noté une hausse du nombre de pèlerins vers les lieux saints dans le cadre des voyages à titre personnel.

Les transactions du Niger avec les autres pays de l'Union ont porté sur 15.917 millions pour les recettes en 2024 contre 12.186,5 millions en 2023 et des dépenses de 26.193 millions après 19.603,2 millions en 2023.

Tableau 9 : Évolution du poste "voyages"

(en millions)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
Voyages	1 839	7 751	12 950	299	-11 513
- à titre professionnel	13 142	19 465	49 161	15 017	8 475
- à titre personnel	-11 303	-11 714	-36 211	-14 718	-19 989

Source : BCEAO

1.2.3. Autres Services

L'examen du Tableau 10 ci-dessous fait ressortir un solde déficitaire des autres services de 123.249 millions, en baisse par rapport au niveau de 164.559 millions atteint en 2023, du fait essentiellement d'un ralentissement général des services fournis aux entreprises.

Tableau 10 : Évolution du poste "Autres services"

(en millions)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-17 672	-16 128	-47 373	-36 450	-35 339
Travaux de construction	-56 389	-64 487	-74 740	-62 080	-36 564
Services d'assurance et de retraite	-7 184	-6 666	-4 929	-7 651	-4 720
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-13 034	502	20 905	5 920	11 215
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international)	-39 146	-53 195	-58 798	-85 714	-83 587
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	7 977	8 056	8 806	4 152	8 980
Divers autres services	16 857	22 054	27 652	17 263	16 766
Total Autres services	-108 591	-109 864	-128 477	-164 559	-123 249

Source : BCEAO

La consommation en services spécialisés concerne le secteur des BTP (travaux routiers, construction des échangeurs), l'exploration minière et pétrolière, ainsi que les télécommunications et les infrastructures de transport.

1.3. Compte du revenu primaire

Le solde du revenu primaire s'est détérioré de 94.105 millions pour s'établir à -213.474 millions, en liaison principalement avec la hausse des revenus des investissements versés aux investisseurs étrangers, notamment du secteur pétrolier. Par ailleurs, la rémunération des salariés est ressortie excédentaire.

Les flux de revenus entre le Niger et le reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés, des revenus d'investissements,

ventilés en investissements directs, intérêts dus au titre de la dette extérieure et revenus divers émanant des investissements en capital, et les autres revenus primaires, dont les reversements communautaires à l'UEMOA et à la CEDEAO.

Tableau 11 : Évolution de la balance du revenu primaire

(en millions)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Rémunérations des salariés	3 830	9 460	13 520	10 303	9 513
Revenus des investissements	-113 178	-128 765	-143 788	-115 692	-217 193
Dont intérêts sur la dette Extérieure	-28 404	-37 934	-43 000	-41 378	-53 892
Autres revenus primaires	-10 385	-11 978	-9 685	-13 980	-5 794
Revenu primaire net	-119 733	-131 282	-139 953	-119 370	-213 474

Source : BCEAO

Les revenus nets des salariés, constitués des rémunérations des organismes non-résidents versées au personnel recruté localement nettes des salaires versés par les représentations nigériennes à l'étranger et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 9.513 millions en 2024 contre 10.303 millions un an plus tôt.

Quant aux revenus des investissements, leur solde est ressorti à -217.193 millions en 2024 contre -115.692 millions en 2023, imputable aux versements de dividendes et aux paiements d'intérêts sur les engagements publics et privés.

Concernant les intérêts hors titres publics de la dette publique extérieure, ils se sont établis à 53.892 millions en 2024 contre 41.378 millions un an plus tôt, en lien avec les tirages effectués les années précédentes.

Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus nets des investissements de 24,8%, en retrait par rapport à 2023.

S'agissant des autres revenus primaires, ils sont constitués du Prélèvement Communautaire de Solidarité de l'UEMOA (PCS) dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'intégration sous-régional et du Prélèvement pour l'Union Africaine. Leur reflux est lié à l'arrêt du prélèvement communautaire de la CEDEAO, suite au retrait du Niger de cette organisation.

Tableau 12 : Évolution des revenus nets des investissements

(en millions, sauf indication contraire)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
Total des revenus des investissements	-113 178	-128 765	-143 788	-115 692	-217 193
.Revenus des investissements directs	-80 789	-87 114	-111 451	-53 665	-87 567
. Intérêts sur la dette publique extérieure	-28 404	-37 934	-43 000	-41 378	-53 892
. Autres revenus des investissements	-3 985	-3 717	10 663	-3 870	-75 734
Intérêts de la dette extérieure/Total des revenus des investissements (%)	25,1	29,5	29,9	35,8	24,8

Source : BCEAO

1.4. Compte du revenu secondaire

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les appuis budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG résidentes.

Les aides budgétaires mobilisées par l'Etat passent de 45.960 millions en 2023 à un montant de 14.845 millions en 2024.

S'agissant des aides en espèces et en nature reçues par l'État du Niger, elles sont évaluées à 61.800 millions en 2024, provenant des autres institutions et pays. L'État a, en outre, contribué au fonctionnement des organisations internationales et aux autres transferts.

En 2024, les transferts destinés aux ménages et aux ONG se sont établis à 194.327 millions contre 186.645 millions l'année précédente, imputable aux envois de fonds des travailleurs migrants et aux réceptions des ONG.

En ce qui concerne les réceptions de fonds des migrants en provenance des autres pays de l'Union, elles se sont situées à 54.447 millions contre 45.473,9 millions en 2023 et les envois de fonds se sont établis à 77.435 millions en 2024 contre 38.830,5 millions en 2023. Cette évolution, en entrée et en sortie, est associée à l'accroissement des sociétés locales de transferts qui facilitent les transactions des migrants tout en réduisant le recours aux canaux informels.

Au total, le solde du revenu secondaire s'est établi à 255.223 millions en 2024 contre 272.342 millions un an plus tôt, en rapport avec une baisse des aides budgétaires.

Tableau 13 : *Évolution de la balance du revenu secondaire*

(en millions)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
- Administration publique	191 542	196 294	135 198	85 697	60 896
. dont aides budgétaires	163 763	158 994	73 800	45 960	14 845
- Autres secteurs	151 839	179 387	202 795	186 645	194 327
. dont envois de fonds des travailleurs	68 361	78 411	87 185	92 009	102 197
Total revenu secondaire	343 381	375 680	337 993	272 342	255 223

Source : BCEAO

II - Compte de capital

Le solde de ce compte s'est situé à 209.201 millions en 2023 contre 176.670 millions en 2022. Cet accroissement est porté essentiellement par une hausse des dons projets reçus par l'Etat en lien avec de la reprise de la coopération avec des partenaires techniques et financiers, à la suite de la suspension des sanctions communautaires.

Les dons projets d'un montant de 158.700 millions proviennent principalement des Agences des Nations Unies (notamment l'UNICEF, l'OMS, le FNUAP et le PNUD), de la Chine, du Japon, de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Mondiale et des États-Unis à la faveur de la poursuite de la coopération avec ces pays et institutions pour le financement des infrastructures économiques.

Par ailleurs, les dons en capital reçus par les autres secteurs ont concerné principalement les ONG et les ménages.

Tableau 14 : Évolution du compte de capital

(en millions)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
- Transferts de capital Adm. Publ.	372 235	446 150	378 500	129 000	158 700
. Remise de dette	0	0	0	0	0
. Autres transferts	372 235	446 150	378 500	129 000	158 700
- Transferts des autres secteurs	32 409	43 066	56 590	48 519	50 501
Total des transferts de capital	404 643	489 216	435 090	177 519	209 201
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	1 339	98	-12	-849	0
Total compte de capital	405 983	489 314	435 078	176 670	209 201

Source : BCEAO

III. Compte financier

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, est passé de -945.817 millions en 2023 à -395.899 millions en 2024, soit une baisse considérable de 58,1% provenant de toutes ses composantes.

Tableau 15 : Évolution du compte financier

(en millions)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
- Investissements directs	-198 958	-308 083	-597 097	-617 000	-204 555
- Investissements de portefeuille	-9 764	-382 416	-157 466	-195 482	-120 500
- Dérivés financiers	0	-69	0	0	0
- Autres investissements	-354 900	-131 835	-361 603	-133 335	-70 844
Compte financier	-563 622	-822 402	-1 116 166	-945 817	-395 899

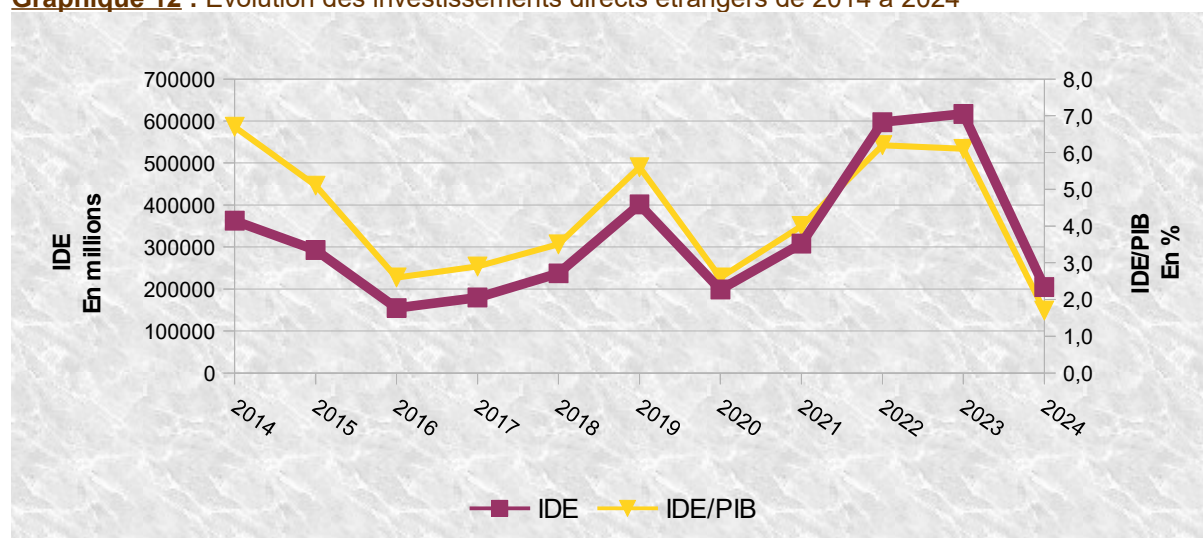
Source : BCEAO

3.1. Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -204.555 millions en 2024 en nette diminution de 412.445 millions par rapport à 2023, où ils se sont établis à -617.000 millions. Cette chute du niveau des IDE par rapport à 2023 est induite par la hausse de la récupération des coûts pétroliers, en dépit des travaux sur les infrastructures de surface et de forage. A cela s'ajoute également des investissements dans les domaines minier et industriel. Ce niveau traduit également la poursuite des prospections minières et pétrolières.

La dynamique des investissements au Niger s'est ressentie des impacts des sanctions communautaires et des difficultés d'approvisionnement du pays.

Graphique 12 : Évolution des investissements directs étrangers de 2014 à 2024



Source : BCEAO

3.2. Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille se sont établis à -120.500 millions en 2024, après -195.482 millions en 2023, en lien avec la baisse des titres publics émis par le Trésor public nigérien, souscrits par les autres États de l'Union, conjuguée à celle des créances vis-à-vis du secteur privé.

3.3. Autres investissements

Le flux des autres investissements s'est également traduit par une baisse nette par rapport à 2023. En effet, de -133.335 millions en 2023, le flux des autres investissements se sont établis à -70.844 millions en 2024, soit une contraction de 46,9%, tirée par la réduction des tirages publics et l'accroissement des remboursements. En effet, en raison de l'impact des sanctions économiques et financières, les tirages publics nets ont fléchi, de 181.554 millions en 2023 à 43.100 millions. S'agissant du secteur privé, il est noté un accroissement net des engagements extérieurs porté principalement par les crédits commerciaux et les numéraires et dépôts.

IV – Capitaux monétaires

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les créances et engagements extérieurs du secteur monétaire.

Ainsi, une variation négative des Actifs Extérieurs Nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des actifs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1. Créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les Actifs Extérieurs Nets (AEN) de la Banque Centrale se sont améliorés en 2024 après deux années consécutives de dégradation en 2022 et 2023. En effet, les AEN de la Banque Centrale se sont consolidés de 5.527 millions, passant ainsi de 85.000 millions en 2023 à 90.527 millions en 2024. Le tableau 16 ci-après donne l'évolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale depuis 2020.

Tableau 16 : Évolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Créances sur les non-résidents	916 999	1 075 684	918 566	671 400	654 852	-16 548
Avoirs officiels de réserve	177 185	329 567	213 109	172 900	206 531	33 631
Monnaies Etrangères	3 080	4 342	384	300	2 768	2 468
Position de réserve au FMI	14 419	23 786	19 168	19 600	22 527	2 927
Avoirs en DTS	159 687	301 439	193 556	152 900	181 236	28 336
Autres actifs extérieurs	739 814	746 118	705 457	498 600	448 321	-50 279
Engagements extérieurs	520 480	656 529	550 443	586 400	564 325	-22 075
Engagements extérieurs de court terme	219 588	245 094	299 824	287 300	318 735	31 435
Crédits FMI	219 588	245 094	299 824	287 300	318 735	31 435
Autres engagements extérieurs	300 892	411 435	250 618	299 000	245 591	-53 409
Allocation DTS	48 874	153 475	155 389	151 200	155 625	4 425
Dépôts transférables de non-résidents	2 173	1 674	1 648	1 900	1 005	-895
Autres dépôts non-résidents	5 158	5 717	11 079	2 500	10	-2 490
Autres comptes à payer non-résidents	244 687	250 569	82 503	143 500	88 951	-54 549
ACTIFS EXTERIEURS NETS	396 519	419 155	368 123	85 000	90 527	5 527

Source : BCEAO

L'analyse du tableau 16 ci-dessus révèle que l'accroissement des actifs extérieurs nets en 2024 résulte d'une baisse des engagements (-22.075 millions) portée par les autres engagements extérieurs, plus importante que celle des actifs extérieurs (-16.548 millions). A s'ajoute un accroissement net des engagements de la BCEAO de 6.969 millions, dû aux variations du taux de change.

4.2. Créances et engagements des autres institutions de dépôts

Les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des banques se sont repliés de 127.121 millions, en passant de 315.042 millions en 2023 à 187.921 millions en 2024. Cette situation résulte de la baisse des créances sur les non-résidents, plus importante que celle des engagements envers les non-résidents, comme l'indique le tableau 17 ci-après.

Tableau 17 : Évolution des créances et engagements des banques

(en millions)

RUBRIQUES	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	Variation 2024/2023
Créances sur les non-résidents	375 519,0	511 046,0	574 720,0	556 904,0	381 549,0	-175 355
Avoirs en monnaies étrangères	1 853,0	2 632,0	2 607,0	622,0	980,0	358,0
Dépôts	43 877,0	101 195,0	49 951,0	88 674,0	31 867,0	-56 807,0
Dépôts transférables	35 070,0	93 822,0	38 513,0	78 781,0	22 502,0	-56 279,0
Autres dépôts	8 807,0	7 373,0	11 438,0	9 893,0	9 365,0	-528,0
Crédits	137 484,0	114 767,0	162 674,0	143 245,0	91 611,0	-51 634,0
Autres crédits	137 484,0	114 767,0	162 674,0	143 245,0	91 611,0	-51 634,0
Titres autres qu'actions	188 560,0	288 757,0	354 841,0	321 222,0	253 583,0	-67 639,0
Actions et autres titres de participation	3 510,0	3 517,0	4 622,0	3 135,0	3 370,0	235,0
Autres créances	235,0	178,0	25,0	6,0	138,0	132,0
Engagements envers les non résidents	212 231,0	229 331,0	243 402,0	241 862,0	193 628,0	-48 234
Dépôts	114 183,0	126 824,0	160 811,0	179 850,0	117 431,0	-62 419,0
Dépôts transférables	90 877,0	74 964,0	103 684,0	123 333,0	62 185,0	-61 148,0
Autres dépôts	23 306,0	51 860,0	57 127,0	56 517,0	55 246,0	-1 271,0
Crédits	98 025,0	94 298,0	75 319,0	59 310,0	74 504,0	15 194,0
Autres crédits	97 025,0	94 298,0	75 279,0	59 003,0	59 203,0	200,0
Autres engagements	23,0	8 209,0	7 272,0	2 702,0	1 693,0	-1 009,0
Autres comptes à payer	23,0	8 209,0	7 272,0	2 702,0	1 693,0	-1 009,0
ACTIFS EXTERIEURS NETS	163 288	281 715	331 318	315 042	187 921	-127 121

Source : BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

4.3. Créances et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

L'évolution du secteur monétaire en 2024 s'est traduite par une dépréciation de 121.670 millions des AEN, imputable à la dégradation des actifs extérieurs nets des banques. La prise en compte de la contrepartie des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI de 6.969 millions conduit à un solde global de la balance des paiements déficitaire de 114.701 millions après un déficit record de 299.320 millions enregistré en 2023.

Tableau 18 : Évolution des Actifs Extérieurs Nets

(en millions, sauf indication contraire)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024
Variation des AEN de la BC	70 143	-22 636	51 032	283 123	-5 451
Variation des AEN du sect. Banc.	11 133	-118 427	-49 603	6 318	127 121
Solde monétaire	81 276	-141 063	1 429	299 324	121 670
Réévaluation	-1 239	850	246	-4	-6 969
Ajustement passage manuel 2001 des statistiques n	0	0	0	0	0

Source : BCEAO

V – Position extérieure globale

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la Position Extérieure Globale (PEG) recense l'encours des créances et des dettes financières des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs financiers d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent le patrimoine financier des agents entre le début et la fin de l'année.

5.1 Variation de la position extérieure globale

A fin 2024, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN) du Niger s'est située à -11.576.601 millions contre un solde de -11.126.874 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des engagements, conjuguée à une baisse des avoirs.

Les stocks d'actifs et de passifs financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde à fin 2024 sont retracés à l'annexe 1.18.

Tableau 19 : Stocks d'actifs et de passifs financiers entre 2023 et 2024

(en millions)

Poste	2 023	Autres flux	2 024
Stock d'actifs financiers	1 500 332	5 759	1 356 900
Investissements directs	186 000	0	193 460
Investissements de portefeuille	337 040	-2	272 990
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	305 858	0	235 598
Monnaie fiduciaire et dépôts	101 760	0	81 392
Prêts	147 723	0	104 080
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	4 063	0	2 229
Crédits commerciaux et avances	52 249	0	47 655
Autres comptes à payer/à recevoir	63	0	243
Avoirs de réserves	671 434	5 762	654 852
Droits de tirage spéciaux	152 897	5 169	181 236
Position de réserve au FMI	19 645	592	22 527
Autres avoirs de réserve	498 891	0	451 089
Stocks de passifs financiers	12 627 205	-47 280	12 933 501
Investissements directs	6 284 427	-59 651	6 428 957
Investissements de portefeuille	2 561 221	-356	2 684 360
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	3 781 557	12 727	3 820 183
Autres titres de participation	0	0	0
Monnaie fiduciaire et dépôts	184 224	0	118 445
Prêts	3 254 983	8 288	3 234 402
Crédits commerciaux et avances	26 306	0	201 554
Autres comptes à payer/à recevoir	164 391	0	109 664
Droits de tirage spéciaux	151 187	4 439	155 625
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-11 126 874	53 040	-11 576 601

Source : BCEAO

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 1.356.900 millions en 2024 contre 1.500.332 millions en 2023.

Cette situation résulte principalement des avoirs extérieurs de la Banque Centrale et des banques. Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 12.933.501 millions en 2024 contre 12.627.205 millions en 2023, imputable principalement aux « investissements directs étrangers » et aux « autres investissements ».

S'agissant des autres flux, ils portent sur des pertes dues aux taux de change.

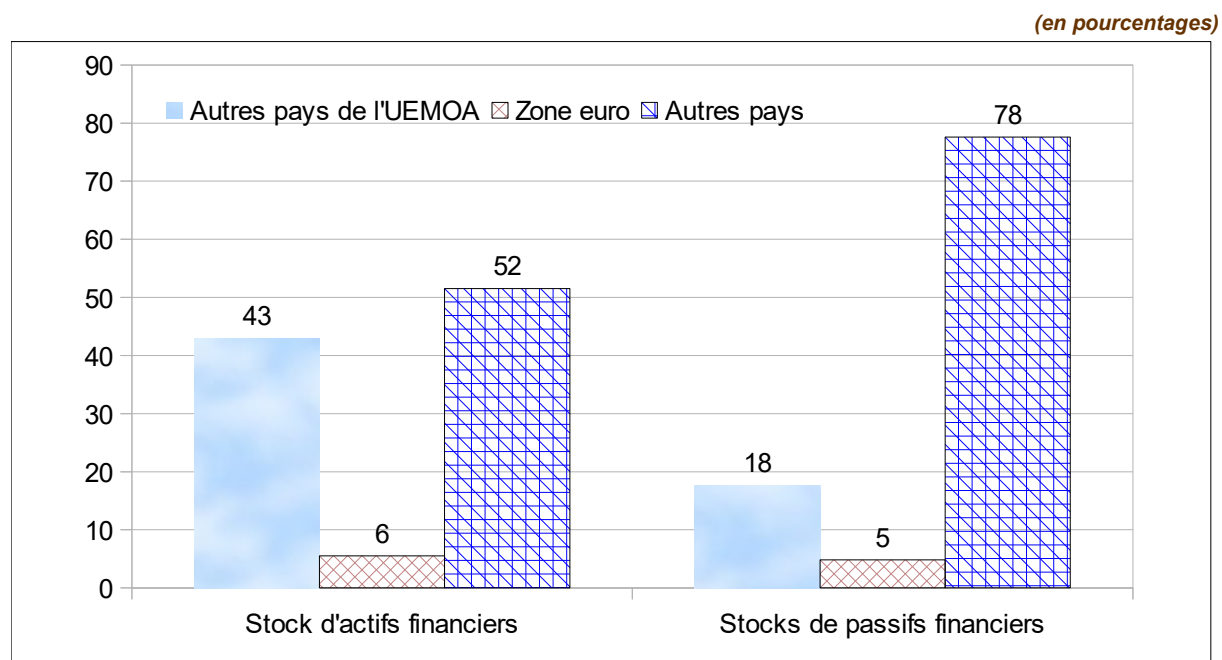
5.2 Ventilation géographique et sectorielle de la position extérieure globale

L'analyse de la répartition géographique des actifs financiers met en évidence la prédominance des autres pays et des pays de l'UEMOA avec respectivement 51% et 43%

(voir graphique 13). Le stock d'actifs est essentiellement constitué par les avoirs des autorités monétaires, des investissements de portefeuille et les autres investissements avec des parts respectives de 48,3%, 20,1% et 17,4%.

Les engagements financiers ont cru au cours de la période, dominés par les autres pays (hors UEMOA et zone euro) (78%), la zone UEMOA (18%) et la zone euro (5%). Ils sont essentiellement composés des investissements directs étrangers, des dépôts, des prêts, des crédits commerciaux et des autres comptes à payer/ à recevoir.

Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2024



Source : BCEAO

CONCLUSION

Les échanges extérieurs au cours de l'année 2024 se sont traduits par un déficit du solde global de la balance des paiements de 114.701 millions, en raison notamment de la dégradation de l'excédent du compte financier, en dépit de l'amélioration du déficit du compte de transactions courantes et de la consolidation de l'excédent du compte de capital.

L'évolution du compte financier a été la résultante des contre-performances enregistrées sur toutes ses composantes, dont la plus importante est la baisse des investissements directs étrangers, en raison notamment de la récupération des coûts pétroliers. Elle traduit également la baisse des émissions nettes de l'Etat sur le marché régional, et des tirages publics induisant une dégradation des autres investissements.

S'agissant de l'amélioration du déficit du compte courant, elle est imputable à l'allègement du déficit de la balance des biens et services. En effet, la balance commerciale s'est améliorée de 69,5%, tirée par la hausse des exportations (+52,7%), sous l'impulsion de la vente du pétrole brut, conjuguée à un fléchissement des importations (-22,6%), porté par les achats des produits intermédiaires et des biens d'équipements.

En vue de la maîtrise du déficit structurel des transactions courantes, l'amélioration du solde global de la balance des paiements du Niger, les recommandations suivantes ont été formulées :

I. Amélioration de la sécurité et du climat des affaires

- **sécurité et stabilité** : renforcer la sécurité des personnes et des biens pour garantir la confiance des investisseurs et la libre circulation économique ;
- **environnement des affaires** : poursuivre les réformes visant à optimiser le climat des affaires, notamment via l'élimination des goulots d'étranglement administratifs et réglementaires qui freinent l'initiative privée et la concrétisation des nouveaux projets d'investissement (privés, nationaux ou étrangers) ;
- **soutien aux PME/PMI** : renforcer le soutien aux Petites et Moyennes Entreprises/Petites et Moyennes Industries (PME/PMI) par l'intensification des interventions du Fonds National d'Appui aux PME/PMI (FONAP), le renforcement de l'éducation financière, l'impulsion de la finance islamique, la réduction des délais de paiement des commandes publiques, et la diminution des coûts des facteurs de production (énergie, transport) ;
- **partenariats Public-Privé (PPP)** : privilégier les PPP dans les secteurs porteurs, en évitant l'endettement public supplémentaire et en assurant une croissance inclusive.

II. Diversification et transformation structurelle de l'économie

- **diversification de l'offre locale** : diversifier la production nationale en ciblant à la fois les produits alimentaires de base et les biens manufacturés, afin de renforcer la souveraineté économique et de réduire la dépendance aux importations ;

- **intégration commerciale** : accélérer l'adoption des politiques commerciale et industrielle et vulgariser le nouveau code des investissements pour attirer les IDE et tirer partie des avantages de la ZLECAF ;
- **développement agricole** : intensifier les programmes agro-industriels majeurs ("Grande Irrigation") et une modernisation des techniques culturales en vue d'augmenter la productivité et la résilience et réduire la dépendance aux produits importés.

III. Amélioration de l'offre locale des services

- **services spécialisés** : intensifier les politiques pour développer le secteur tertiaire afin d'accroître l'offre locale de services de transport, d'ingénierie, de santé, d'éducation, de BTP et de maintenance, via notamment le renouvellement du parc automobile, le renforcement des plateaux techniques de santé et l'amélioration/diversification des formations professionnelles et techniques, afin de réduire les dépenses y relatives ;
- **industries culturelles et tourisme** : promouvoir les industries culturelles et touristiques par le renforcement de la sécurité et l'amélioration de la qualité des productions artistiques, en vue d'attirer davantage des flux touristiques, source potentielle de devises.

IV. Amélioration de la qualité de la production statistique

- **coordination et production statistiques** : renforcer la collaboration entre les acteurs statistiques pour améliorer significativement la qualité, la fiabilité et le délai de productions des statistiques macroéconomiques, afin de garantir des prises de décisions éclairées ;
- **sensibilisation des déclarants** : poursuivre les actions de formation et sensibilisation des opérateurs économiques sur l'importance de la communication des données exhaustives et fiables dans le cadre de l'établissement des comptes extérieurs ;
- **connaissance sectorielle** : produire des notes sectorielles détaillées, intégrant une analyse stratégique complète (analyse SWOT - Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces) pour les secteurs clés de l'économie nationale. Ces notes devraient mettre en exergue les potentiels économiques inexploités et les avantages comparatifs de chaque secteur. L'objectif est de fournir une base analytique solide permettant d'orienter de manière ciblée et efficace les politiques publiques ainsi que les investissements privés (nationaux et étrangers) vers les secteurs à plus forte valeur ajoutée.

ANNEXES

ANNEXE SOMMAIRE

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	38
Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	39
Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	40
Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes	41
Annexe 1.5 : Compte de biens et services	41
Annexe 1.6 : Compte de biens	41
Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens	41
Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits	42
Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	42
Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens	43
Annexe 1.11 : Importations par principaux produits	43
Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	44
Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services	45
Annexe 1.14 : Evolution du compte de revenu primaire	45
Annexe 1.15 : Evolution du compte de revenu secondaire	45
Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital	46
Annexe 1.17 : Evolution du compte financier	46
Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette	47
Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	48
Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)	49
Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2024 (Optique FMI)	50
Annexe 2 1 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2024	58
Annexe 2 2 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2023	58
Annexe 2 3 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2024	59
Annexe 2 4 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2023	59
Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2024	60
Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2023	60

ANNEXE :

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(en millions)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 662 140	2 390 626	-728 485
1.A	Biens et services	1 072 147	1 842 381	-770 234
1.A.a	Biens	918 925	1 214 400	-295 475
1.A.a.1	Marchandises générales	916 400	1 214 400	-298 000
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	72 600	0	72 600
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	2 525	0	2 525
1.A.b	Services	153 222	627 980	-474 758
1.A.b.3	Transport	17 561	357 558	-339 997
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	1 102	316 035	-314 933
1.A.b.4	Voyage	46 488	58 001	-11 513
1.A.b.0	Autres services	89 173	212 421	-123 249
1.B	Revenu primaire	91 838	305 312	-213 474
1.B.1	Revenus des salariés	58 833	49 320	9 513
1.B.2	Revenus des investissements	33 005	250 198	-217 193
1.B.3	Autres revenus primaires	0	5 794	-5 794
1.C	Revenu secondaire	498 155	242 933	255 223
1.C.1	Administrations publiques	61 800	904	60 896
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	14 845	0	14 845
1.C.2	Autres secteurs	436 355	242 029	194 327
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	335 527	233 330	102 197
2	Compte de capital	209 977	776	209 201
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	0	0
2.2	Transfert en capital	209 977	776	209 201
2.2.1	Administrations publiques	158 700	0	158 700
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	51 277	776	50 501
3	Compte financier	-144 084	366 517	-510 601
3.1	Investissements directs	12 568	217 122	-204 555
3.2	Investissements de portefeuille	3 351	123 851	-120 500
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	38 050	108 894	-70 844
3.5	Avoirs de réserves	-198 052	-83 351	-114 701
6	Erreurs et omissions nettes	-2 016 201	-2 024 885	8 684

Source : BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 662 140	2 390 626	-728 485
1.A	Biens et services	1 072 147	1 842 381	-770 234
1.A.a	Biens	918 925	1 214 400	-295 475
1.A.a.1	Marchandises générales	916 400	1 214 400	-298 000
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	72 600	0	72 600
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	2 525	0	2 525
1.A.b	Services	153 222	627 980	-474 758
1.A.b.3	Transport	17 561	357 558	-339 997
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	1 102	316 035	-314 933
1.A.b.4	Voyage	46 488	58 001	-11 513
1.A.b.0	Autres services	89 173	212 421	-123 249
1.B	Revenu primaire	91 838	305 312	-213 474
1.B.1	Revenus des salariés	58 833	49 320	9 513
1.B.2	Revenus des investissements	33 005	250 198	-217 193
1.B.3	Autres revenus primaires	0	5 794	-5 794
1.C	Revenu secondaire	498 155	242 933	255 223
1.C.1	Administrations publiques	61 800	904	60 896
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	14 845	0	14 845
1.C.2	Autres secteurs	436 355	242 029	194 327
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	335 527	233 330	102 197
2	Compte de capital	209 977	776	209 201
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	0	0
2.2	Transfert en capital	209 977	776	209 201
2.2.1	Administrations publiques	158 700	0	158 700
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	51 277	776	50 501
3	Compte financier	53 968	449 867	-395 899
3.1	Investissements directs	12 568	217 122	-204 555
3.2	Investissements de portefeuille	3 351	123 851	-120 500
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	38 050	108 894	-70 844
	Administration publique	0	43 100	-43 100
3.5	Autres secteurs	38 050	65 794	-27 744
6	Erreurs et omissions nettes	-2 016 201	-2 024 885	8 684
7	Solde global	-198 052	-83 351	-114 701
8	Avoirs et engagements extérieurs	198 052	83 351	114 701
8.1	Banque centrale	22 344	34 760	-12 416
8.2	Autres institutions de dépôts	175 708	48 590	127 118

Source : BCEAO

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(en millions)

	Poste	2020	2021	2022	2023	2024
1	Compte des transactions courantes	-1 045 111	-1 164 013	-1 559 456	-1 414 978	-728 485
1.A	Biens et services	-1 268 759	-1 408 411	-1 757 496	-1 567 950	-770 234
1.A.a	Biens	-777 533	-893 282	-1 169 829	-968 518	-295 475
1.A.a.1	Marchandises générales	-819 062	-935 060	-1 229 209	-1 042 079	-298 000
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	72 231	74 800	77 400	55 927	72 600
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	-262	-1 883	-29	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	41 791	43 660	59 409	73 561	2 525
1.A.b	Services	-491 227	-515 129	-587 666	-599 433	-474 758
1.A.b.3	Transport	-384 475	-413 016	-472 139	-435 173	-339 997
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-368 365	-405 716	-468 228	-407 395	-314 933
1.A.b.4	Voyage	1 839	7 751	12 950	299	-11 513
1.A.b.0	Autres services	-108 591	-109 864	-128 477	-164 559	-123 249
1.B	Revenu primaire	-119 733	-131 282	-139 953	-119 370	-213 474
1.B.1	Revenus des salariés	3 830	9 460	13 520	10 303	9 513
1.B.2	Revenus des investissements	-113 178	-128 765	-143 788	-115 692	-217 193
1.B.3	Autres revenus primaires	-10 385	-11 978	-9 685	-13 980	-5 794
1.C	Revenu secondaire	343 381	375 680	337 993	272 342	255 223
1.C.1	Administrations publiques	191 542	196 294	135 198	85 697	60 896
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	163 763	158 994	73 800	45 960	14 845
1.C.2	Autres secteurs	151 839	179 387	202 795	186 645	194 327
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	68 361	78 411	87 185	92 009	102 197
2	Compte de capital	405 983	489 314	435 078	176 670	209 201
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	1 339	98	-12	-849	0
2.2	Transfert en capital	404 643	489 216	435 090	177 519	209 201
2.2.1	Administrations publiques	372 235	446 150	378 500	129 000	158 700
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	32 409	43 066	56 590	48 519	50 501
3	Compte financier	-563 622	-822 402	-1 116 166	-945 817	-395 899
3.1	Investissements directs	-198 958	-308 083	-597 097	-617 000	-204 555
3.2	Investissements de portefeuille	-9 764	-382 416	-157 466	-195 482	-120 500
3.3	Dérivés financiers	0	-69	0	0	0
3.4	Autres investissements	-354 900	-131 835	-361 603	-133 335	-70 844
3.4.0.3	Administration publique	-385 997	-163 377	-342 700	-181 584	-43 100
3.4.0.4	Autres secteurs	31 097	31 542	-18 903	48 249	-27 744
6	Erreurs et omissions nettes	-4 530	-7 490	6 537	-6 829	8 684
7	Solde global	-80 036	140 213	-1 675	-299 320	-114 701
8	Avoirs et engagements extérieurs	80 036	-140 213	1 675	299 320	114 701
8.1	Banque centrale	68 903	-22 636	51 278	284 947	-12 416
8.2	Autres institutions de dépôts	11 133	-117 577	-49 603	14 373	127 118

Source : BCEAO

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(en millions, sauf indication contraire)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Biens et services	-1 268 759	-1 408 411	-1 757 496	-1 567 950	-770 234
Biens	-777 533	-893 282	-1 169 829	-968 518	-295 475
Services	-491 227	-515 129	-587 666	-599 433	-474 758
Revenu primaire	-119 733	-131 282	-139 953	-119 370	-213 474
Revenu secondaire	343 381	375 680	337 993	272 342	255 223
Solde du compte courant	-1 045 111	-1 164 013	-1 559 456	-1 414 978	-728 485
Solde du compte courant (hors dons)	-1 208 874	-1 323 007	-1 633 256	-1 460 938	-743 331
PIB Nominal	7 911 032	8 268 344	9 620 982	10 194 000	11 994 400
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-13,2	-14,7	-16,2	-13,9	-6,1
Solde du compte courant (hors dons)	-15,3	-16,7	-17,0	-14,3	-6,2
Dons (aides budgétaires)	163 763	158 994	73 800	45 960	14 845

Source : BCEAO

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(en millions, sauf indication contraire)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations de biens et services	770 400	826 546	858 343	741 877	1 072 147
Importations de biens et services	2 039 159	2 234 957	2 615 839	2 309 828	1 842 381
Balance commerciale de biens et services	-1 268 759	-1 408 411	-1 757 496	-1 567 950	-770 234
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	37,8	37,0	32,8	32,1	58,2
Degré d'ouverture commerciale (en %)	35,5	38,7	36,1	29,9	24,3

Source : BCEAO

Annexe 1.6 : Compte de biens

(en millions, sauf indication contraire)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations de biens	642 345	671 900	652 600	601 616	918 925
Importations de biens	1 419 878	1 565 182	1 822 430	1 570 134	1 214 400
Balance commerciale de biens	-777 533	-893 282	-1 169 829	-968 518	-295 475
Balance commerciale sur PIB (en %)	-9,8	-10,8	-12,2	-9,5	-2,5
PIB Nominal	7 911 032	8 268 344	9 620 982	10 194 000	11 994 400
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	45,2	42,9	35,8	38,3	75,7
Degré d'ouverture commerciale (en %)	26,1	28,3	25,7	21,3	17,8

Source : BCEAO

Annexe 1.7 : Évolution des exportations de biens

(en millions)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Marchandises générales	600 554	628 240	593 191	528 055	916 400
<i>Dont réexportations</i>	72 231	74 800	77 400	55 927	72 600
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	-262	-1883	-28,89	0	0
Or non monétaire	41 791	43 660	59 409	73 561	2 525
Total exportations de biens	642 345	671 900	652 600	601 616	918 925

Source : BCEAO

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

(en millions)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Uranium	117 191	128 485	145 470	104 968	98 970	123 917	0
Pétrole brut							504 045
Bétail	74 742	69 804	64 370	75 168	84 800	72 444	73 975
Oignons	86 385	92 974	87 647	100 336	102 500	80 887	66 038
Pétrole raffiné	129 305	128 400	105 370	130 767	85 800	62 786	83 796
Niébé	77 450	71 474	67 336	79 880	75 800	69 306	70 832
Or non monétaire	25 413	22 377	41 791	43 660	59 409	73 561	2 525
Autres march. Génér.	157 732	146 214	130 360	137 121	145 321	118 715	117 713
dont réexportation	108 563	88 707	72 231	74 800	77 400	55 927	72 600
Total exportations de biens	668 217	659 728	642 345	671 900	652 600	601 616	918 925

Source : BCEAO

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(en millions)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
EUROPE	121 857	93 922	132 488	87 996	84 537	90 346	51 314
France	106 552	85 826	122 273	81 269	81 287	56 585	48 880
Espagne	45	5 492	7 334	405	972	465	317
Allemagne	903	958	1 743	1 941	1 905	3 466	811
AFRIQUE	248 314	276 022	208 929	289 660	207 449	165 779	222 041
UEMOA	92 994	111 333	148 481	172 929	116 632	117 741	92 112
Bénin	15 163	15 377	17 612	15 182	19 622	14 140	15 709
Burkina	15 638	21 055	52 860	59 759	16 250	34 690	21 997
Côte d'Ivoire	4 886	5 955	5 118	6 685	5 492	12 468	3 043
Guinée-Bissau	10	0	0	0	0	46	0
Mali	43 523	54 667	62 458	83 941	57 423	44 883	27 217
Sénégal	1 111	1 922	1 476	571	9 402	1 086	1 343
Togo	12 664	12 356	8 957	6 791	8 444	10 429	22 804
CEDEAO (hors UEMOA)	151 559	148 556	32 488	55 119	70 863	29 316	59 595
Nigeria	125 885	116 899	23 275	35 134	45 466	10 963	34 838
Ghana	25 610	31 560	9 054	18 354	25 397	18 344	24 726
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	3 761	0	27 960	30 855	19 955	18 722	70 334
AMERIQUE	21 083	13 134	44 061	23 787	21 388	127	1 864
USA	20 369	12 265	12 572	115	2 569	52	996
Canada	20	863	31 489	23 670	18 818	75	623
Autres	695	6	0	2	0	0	245
ASIE	71 953	62 506	42 537	32 072	46 602	69 104	416 407
Chine	26 359	164	91	174	361	1 460	50 814
Dubai	20 165	22 377	37 154	35 436	70	747	2 655
Malaisie							175 940
Singapour							184 357
Corée du Sud	250	17 830	1	0	0	0	0
Japon	3 155	21 150	5 149	4	0	0	0
Autres pays	161	1	36	8	0	17	21
TOTAL	463 369	445 585	428 052	433 523	359 975	325 373	691 648

Sources : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la quatorzième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. 630 807 670 612

Annexe 1.10 : Évolution des importations de biens

(en millions)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Marchandises générales	1 419 878	1 565 182	1 822 430	1 570 134	1 214 400
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	0	0
Total importations de biens	1 419 878	1 565 182	1 822 430	1 570 134	1 214 400
Importations de biens / PIB	17,9%	18,9%	18,9%	15,4%	10,1%

Source : BCEAO

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

(en millions)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Produits alimentaires	485 301	485 301	582 600	422 256	417 656
Autres biens de consommation courante	320 198	320 198	288 100	185 567	271 641
Produits pétroliers et énergétiques	88 576	88 576	157 100	137 912	289 842
Matières premières et biens intermédiaires	326 221	326 221	503 600	363 335	137 262
Biens d'équipement	494 623	494 623	683 300	792 321	337 510
Produits divers	74 468	257 586	81 998	78 600	77 490
Total importations de biens CAF	1 789 386	1 972 505	2 296 698	1 979 991	1 531 401
Total importations de biens FOB	1 419 878	1 565 182	1 822 430	1 570 134	1 214 400

Source : BCEAO

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(en millions)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2020	2021	2022	2023	2024
EUROPE	440 249	400 730	241 174	278 768	171 744
France	195 833	218 348	85 198	171 608	50 698
Royaume-Uni	1 662	1 620	1 363	1 683	1 437
Allemagne	29 305	46 550	23 474	21 352	15 865
Pays-Bas	12 202	13 730	10 925	14 508	14 694
Espagne	8 446	7 039	9 644	8 948	5 016
Italie	7 780	10 953	8 909	9 930	7 024
AFRIQUE	374 426	425 718	459 038	265 115	334 002
UEMOA	208 261	217 324	179 434	117 741	114 746
Bénin	35 858	40 464	27 099	14 140	20 081
Burkina	31 135	18 679	19 008	34 690	14 042
Côte d'Ivoire	67 523	70 585	71 059	12 468	21 386
Guinée-Bissau	7	0	0	46	0
Mali	10 783	23 953	8 183	44 883	8 734
Sénégal	12 239	13 298	14 928	1 086	7 513
Togo	50 717	50 346	39 158	10 429	42 990
CEDEAO (hors UEMOA)	119 389	159 344	222 264	122 098	160 185
Nigeria	80 175	116 002	184 954	99 482	134 299
Ghana	39 133	42 972	37 200	22 592	25 887
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	46 775	49 050	57 340	25 276	59 071
AMERIQUE	141 426	144 228	53 732	85 743	55 848
USA	94 210	99 687	35 200	76 085	29 238
Brésil	30 594	25 177	10 464	4 959	8 595
Argentine	1 134	861	1 246	1 685	2 898
ASIE	638 352	656 391	1 093 172	938 381	646 552
Japon	49 628	64 733	41 560	62 345	52 775
Pakistan	31 352	18 481	16 279	9 405	23 870
Rep,Pop,Chine	320 599	288 218	576 110	514 492	288 450
Inde	71 243	132 764	239 820	210 031	136 097
Arabie Saoudite	1 189	827	1 349	457	508
Thaïlande	102 740	91 872	88 458	25 662	32 922
Autres	61 601	59 496	129 597	115 989	111 932
Autres pays	3 758	2 050	2 245	2 127	6 253
TOTAL	1 598 210	1 629 116	1 849 360	1 570 134	1 214 400

Sources : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la dix-neuvième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.13 : Évolution de la balance des services

(en millions)

Poste	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
Transport	-377 158	-384 475	-413 016	-472 139	-435 173	-339 997
<i>Dont fret</i>	-357 948	-368 365	-405 716	-468 228	-407 395	-314 933
Voyage	7 645	1 839	7 751	12 950	299	-11 513
Autres services	-104 053	-108 591	-109 864	-128 477	-164 559	-123 249
Total services nets	-473 567	-491 227	-515 129	-587 666	-599 433	-474 758

Source : BCEAO

Annexe 1.14 : Évolution du compte «revenu primaire»

(en millions)

Poste	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
Rémunérations des salariés	13 921	3 830	9 460	13 520	10 303	9 512,9
Revenus des investissements	-117 128	-113 178	-128 765	-143 788	-115 692	-217 193,0
<i>Dont intérêts sur la dette publique hors titres</i>	-22 198	-28 404	-28 404	-43 000	-41 378	-53 892,4
Autres revenus primaires	-9 806	-10 385	-11 978	-9 685	-13 980	-5 794,3
Revenu primaire net	-113 013	-119 733	-131 282	-139 953	-119 370	-213 474,4

Source : BCEAO

Annexe 1.15 : Évolution du compte «revenu secondaire»

(en millions)

Poste	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
Administration publique	219 159	191 542	196 294	135 198	85 697	60 896
<i>Dont aide budgétaire</i>	193 100	163 763	158 994	73 800	45 960	14 845
Autres secteurs	149 266	151 839	179 387	202 795	186 645	194 327
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	62 296	68 361	78 411	87 185	92 009	102 197
Revenu secondaire net	368 425	343 381	375 680	337 993	272 342	255 223

Source : BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital

(en millions)

Poste	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-710	1 339	98	-12	-849	0
Transferts de capital	370 500	404 643	489 216	435 090	177 519	209 201
Administration publique	320 939	372 235	446 150	378 500	129 000	158 700
Dont remises de dettes	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	49 561	32 409	43 066	56 590	48 519	50 501
Solde du compte de capital	369 790	405 983	489 314	435 078	176 670	209 201

Source : BCEAO

Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières (Optique BCEAO)

(en millions)

Poste	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
Investissements directs	-401 419	-198 958	-308 083	-597 097	-617 000	-204 555
Investissements de portefeuille	-155 729	-9 764	-382 416	-157 466	-195 482	-120 500
Dérivés financiers	0	0	-69	0	0	0
Autres investissements	-316 799	-354 900	-131 835	-361 603	-133 335	-70 844
Solde du compte financier	-873 947	-563 622	-822 402	-1 116 166	-945 817	-395 899

Source : BCEAO

Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette

(en millions)

	Poste	2 023	Autres flux	2 024
A	Stock d'actifs financiers	1 500 332	5 759	1 356 900
1	Investissements directs	186 000	0	193 460
2	Investissements de portefeuille	337 040	-2	272 990
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	305 858	0	235 598
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	101 760	0	81 392
4.3	Prêts	147 723	0	104 080
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	4 063	0	2 229
4.5	Crédits commerciaux et avances	52 249	0	47 655
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	63	0	243
5	Avoirs de réserves	671 434	5 762	654 852
5.1	Or monétaire	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	152 897	5 169	181 236
5.3	Position de réserve au FMI	19 645	592	22 527
6	Autres avoirs de réserve	498 891	0	451 089
B	Stocks de passifs financiers	12 627 205	-47 280	12 933 501
1	Investissements directs	6 284 427	-59 651	6 428 957
2	Investissements de portefeuille	2 561 221	-356	2 684 360
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	3 781 557	12 727	3 820 183
4.2	Autres titres de participation	0	0	0
4.3	Monnaie fiduciaire et dépôts	184 224	0	118 445
4.4	Prêts	3 254 983	8 288	3 334 402
4.5	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	468	0	493
4.6	Crédits commerciaux et avances	26 306	0	101 554
4.7	Autres comptes à payer/à recevoir	164 391	0	109 664
4.8	Droits de tirage spéciaux	151 187	4 439	155 625
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-11 126 874	53 040	-11 576 601

Source : BCEAO

Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2024

(en millions)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			TOTAL
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	654 852	380 572	0	321 476	27 645	293 831	1 356 900
1	Investissements directs	0	0	0	193 460	0	193 460	193 460
2	Investissements de portefeuille	0	256 956	0	16 034	10 833	5 201	272 990
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	0	123 616	0	111 982	16 812	95 170	235 598
5	Avoirs de réserves	654 852	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	654 852
5.1	Or monétaire	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	181 236	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	181 236
5.3	Position de réserve au FMI	22 527	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	22 527
5.4	Autres avoirs de réserve	451 089	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	451 089
								0
	Stocks de passifs financiers	564 325	247 708	4 428 717	7 692 750	7 738	7 685 012	12 933 501
1	Investissements directs	0	0	0	6 428 957	0	6 428 957	6 428 957
2	Investissements de portefeuille	0	54 080	1 522 349	1 107 931	41	1 107 890	2 684 360
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	564 325	193 628	2 906 368	155 862	7 697	148 165	3 820 183
	Avoirs de réserves		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
	Droits de tirage spéciaux		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position de réserve au FMI		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Autres avoirs de réserve		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position extérieure globale nette	90 527	132 864	-4 428 717	-7 371 274	19 907	-7 391 181	-11 576 601

Source : BCEAO

Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2024

(en millions)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	583 993	75 274	697 632	1 356 900
1	Investissements directs	58 293	58 933	76 234	193 460
2	Investissements de portefeuille	273 840	-2 656	1 806	272 990
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	128 178	18 997	88 423	235 598
5	Avoirs de réserves	123 682	0	531 169	654 852
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	181 236	181 236
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	22 527	22 527
6	Autres avoirs extérieurs	123 682	0	327 407	451 089
	Stocks de passifs financiers	2 270 575	623 306	10 039 620	12 933 501
1	Investissements directs	258 965	356 403	5 813 589	6 428 957
2	Investissements de portefeuille	1 554 546	729	1 129 086	2 684 360
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	457 064	266 175	3 096 945	3 820 183
	Position extérieure globale nette	-1 686 581	-548 032	-9 341 988	-11 576 601,4

Source : BCEAO

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2024 (Optique FMI)

(en millions)				
Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	. Compte des transactions courantes	1 662 140	2 390 626	-728 485
1.A	. -- Biens et services	1 072 147	1 842 381	-770 234
1.A.a	. ---- Biens	918 925	1 214 400	-295 475
1.A.a.1	. ----- Marchandises générales, base balance des paiements	916 400	1 214 400	-298 000
1.A.a.1.1	. ----- Dont : Réexportations	72 600	0	72 600
1.A.a.2	. ----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.2.1	. ----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	. ----- Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	. ----- Or non monétaire	2 525	0	2 525
1.A.b	. ---- Services	153 222	627 980	-474 758
1.A.b.1	. ----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0	0	0
1.A.b.1.1	. ----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	. ----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.2	. ----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	372	35 711	-35 339
1.A.b.3	. ----- Transport	17 561	357 558	-339 997
1.A.b.3.0	. ----- Pour tous les modes de transports	17 561	357 435	-339 873
1.A.b.3.0.1	. ----- Voyageurs	16 187	24 204	-8 017
1.A.b.3.0.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	1 435	0	1 435
1.A.b.3.0.2	. ----- Fret	1 102	316 035	-314 933
1.A.b.3.0.3	. ----- Autres	272	17 195	-16 923
1.A.b.3.1	. ----- Transports maritimes	0	316 035	-316 035
1.A.b.3.1.1	. ----- Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	. ----- Fret	0	316 035	-316 035
1.A.b.3.1.3	. ----- Autres	0	0	0
1.A.b.3.2	. ----- Transports aériens	10 184	22 903	-12 719
1.A.b.3.2.1	. ----- Voyageurs	8 810	22 900	-14 090
1.A.b.3.2.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	. ----- Fret	1 102	0	1 102
1.A.b.3.2.3	. ----- Autres	272	3	269
1.A.b.3.3	. ----- Autres modes de transport	7 377	18 496	-11 119
1.A.b.3.3.1	. ----- Voyageurs	7 377	1 304	6 073
1.A.b.3.3.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	1 435	0	1 435
1.A.b.3.3.2	. ----- Fret	0	0	0
1.A.b.3.3.3	. ----- Autres	0	17 192	-17 192
1.A.b.3.4	. ----- Services postaux et services de messagerie	0	123	-123
1.A.b.4	. ----- Voyages	46 488	58 001	-11 513
1.A.b.4.1	. ----- À titre professionnel	27 610	19 135	8 475
1.A.b.4.1.1	. ----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	. ----- Autres	27 610	19 135	8 475
1.A.b.4.2	. ----- À titre personnel	18 878	38 867	-19 989
1.A.b.4.2.1	. ----- Santé	239	2 205	-1 966
1.A.b.4.2.2	. ----- Éducation	120	6 111	-5 991
1.A.b.4.2.3	. ----- Autres	18 519	30 551	-12 031

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2024 (Optique FMI)

				(en millions)
Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.0	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	4 696	0	4 696
1.A.b.4.0.1	----- Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	----- Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	----- Services d'hébergement	4 696	0	4 696
1.A.b.4.0.4	----- Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	----- Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	----- Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	----- Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	----- Travaux de construction	919	37 483	-36 564
1.A.b.5.1	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	919	37 483	-36 564
1.A.b.6	----- Services d'assurance et de retraite	1 271	5 990	-4 720
1.A.b.6.1	----- Assurance directe	17	4 719	-4 702
1.A.b.6.2	----- Réassurance	454	467	-13
1.A.b.6.3	----- Services auxiliaires d'assurance	800	561	239
1.A.b.6.4	----- Services de retraite et de garantie standardisée	0	243	-243
1.A.b.7	----- Services financiers	15 717	1 465	14 252
1.A.b.7.1	----- Services financiers explicitement facturés et autres	12 654	334	12 321
1.A.b.7.2	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	3 063	1 132	1 931
1.A.b.8	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	15	0	15
1.A.b.9	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	42 454	31 238	11 215
1.A.b.9.1	----- Services de télécommunications	42 360	18 374	23 985
1.A.b.9.2	----- Services d'informatique	29	8 048	-8 019
1.A.b.9.3	----- Services d'information	65	4 816	-4 751
1.A.b.10	----- Autres services aux entreprises	7 903	91 490	-83 587
1.A.b.10.1	----- Services de recherche-développement	0	12 004	-12 004
1.A.b.10.2	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	4 709	54 737	-50 028
1.A.b.10.3	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	3 194	24 750	-21 555
1.A.b.11	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4 830	2 331	2 499
1.A.b.11.1	----- Services audio-visuels et connexes	4 830	2 331	2 499
1.A.b.11.2	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	15 693	6 713	8 980
1.A.b.0.1	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	-- Revenu primaire	91 838	305 312	-213 474
1.B.1	---- Rémunération des salariés	58 833	49 320	9 513
1.B.2	---- Revenus des investissements	33 005	250 198	-217 193
1.B.2.1	----- Investissements directs	7 122	94 688	-87 567
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	6 417	93 585	-87 168
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	1 310	80 720	-79 410
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	140	80 592	-80 453
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	127	-127
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	1 170	0	1 170
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2024 (Optique FMI)

		(en millions)		
Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1.3.3	 si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	 Bénéfices réinvestis	5 108	12 866	-7 758
1.B.2.1.1.2.1	 Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	 Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	 Intérêts	705	1 103	-399
1.B.2.1.2.1	 Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	14	398	-385
1.B.2.1.2.2	 Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	0	0
1.B.2.1.2.3	 Entre entreprises soeurs	691	705	-14
1.B.2.1.2.3.1	 si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	 si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	 si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	 Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	 Investissements de portefeuille	17 672	85 747	-68 075
1.B.2.2.1	 Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	612	6	606
1.B.2.2.1.1	 Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	602	6	596
1.B.2.2.1.2	 Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	10	0	10
1.B.2.2.1.2.1	 Dividendes	10	0	10
1.B.2.2.1.2.2	 Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	 Intérêts	17 060	85 741	-68 681
1.B.2.2.2.1	 À court terme	1 475	34 034	-32 559
1.B.2.2.2.2	 À long terme	15 585	51 707	-36 122
1.B.2.3	 Autres investissements	8 212	69 763	-61 551
1.B.2.3.1	 Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	 Intérêts	8 212	69 763	-61 551
1.B.2.3.2M	 Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	 Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	 Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	 Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	 Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	 Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	11 275	70 895	-59 620
1.B.3	 Autre revenu primaire	0	5 794	-5 794
1.B.3.1	 Taxes sur la production et importations	0	5 794	-5 794
1.B.3.2	 Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	 Loyers	0	0	0
1.C	--- Revenu secondaire	498 155	242 933	255 223
1.C.1	---- Administrations publiques	61 800	904	60 896
1.C.1.1	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	----- Cotisations sociales	0	504	-504
1.C.1.2.1	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2024 (Optique FMI)

(en millions)				
Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.3	.----- Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	.----- Coopération internationale courante	61 800	400	61 400
1.C.1.5	.----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	.----- Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	.----- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	436 355	242 029	194 327
1.C.2.1	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	335 527	233 330	102 197
1.C.2.1.1	.----- Envois de fonds des travailleurs	335 527	233 330	102 197
1.C.2.2	.----- Autres transferts courants	100 829	8 699	92 130
1.C.2.0.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	11	0	11
1.C.2.0.2	.----- Cotisations sociales	234	1 206	-972
1.C.2.0.3	.----- Prestations sociales	841	229	612
1.C.2.0.4	.----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	213	7 153	-6 940
1.C.2.0.5	.----- Indemnités d'assurance dommage	657	111	546
1.C.2.0.6	.----- Coopération internationale courante	92	0	92
1.C.2.0.7	.----- Transferts courants divers	98 780	0	98 780
1.C.2.0.7.1	.----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	.---- Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	. Compte de capital	209 977	776	209 201
2.1	.-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	0	0
2.2	.-- Transferts de capital	209 977	776	209 201
2.2.1	.---- Administration publique	158 700	0	158 700
2.2.1.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	.----- Autres transferts de capital	158 700	0	158 700
2.2.1.2.1	.----- dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	51 277	776	50 501
2.2.2.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	.----- Autres transferts de capital	51 277	776	50 501
2.2.2.2.1	.----- dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	.----- dont : entre ménages	0	0	0
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 872 117	2 391 401	-519 285
	. Compte financier	-144 084	366 517	-510 601
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-144 084	366 517	-510 601
3.1	.-- Investissement direct	12 568	217 122	-204 555
3.1.1	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	9 106	44 641	-35 535
3.1.1.1	.----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	3 998	31 700	-27 702
3.1.1.1.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	3 998	38 813	-34 814
3.1.1.1.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.1.1.3	.----- Entre entreprises soeurs	0	-7 112	7 112
3.1.1.1.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	.----- Réinvestissement des bénéfices	5 108	12 941	-7 833
3.1.1.0.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	.---- Instruments de dette	3 462	172 481	-169 019

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2024 (Optique FMI)

				(en millions)
Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.1	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	3 462	173 637	-170 175
3.1.2.2	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.3	----- Entre entreprises soeurs	0	-1 156	1 156
3.1.2.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résiden	0	0	0
3.1.2.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	----- Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	----- Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	-- Investissements de portefeuille	-64 048	123 495	-187 543
3.2.1	---- Titres de participation et parts de fonds de placement	235	967	-732
3.2.1.1	----- Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	----- Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	235	0	235
3.2.1.4	----- Autres secteurs	0	967	-967
3.2.1.4.1	----- - Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	----- - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	966	-966
3.2.1.0.1	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	----- - Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	----- - Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	----- - Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	----- - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	---- Titres de créance	-64 283	122 528	-186 811
3.2.2.1	----- Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	----- - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	----- - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	----- - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	----- - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	----- - À long terme	0	0	0
3.2.2.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-67 634	-356	-67 278
3.2.2.2.1	----- - À court terme	20 341	4 183	16 158
3.2.2.2.2	----- - À long terme	-87 975	-4 539	-83 435
3.2.2.3	----- Administrations publiques	0	114 419	-114 419
3.2.2.3.1	----- - À court terme	0	59 167	-59 167
3.2.2.3.2	----- - À long terme	0	55 252	-55 252
3.2.2.4	----- Autres secteurs	3 351	8 465	-5 114
3.2.2.4.0.1	----- - À court terme	-984	-500	-484
3.2.2.4.0.2	----- - À long terme	4 335	8 965	-4 630
3.2.2.4.1	----- - Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.2.4.1.1	----- - À court terme	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2024 (Optique FMI)

(en millions)				
Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.2.2.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	3 351	8 465	-5 114
3.2.2.4.2.1	----- À court terme	-984	-500	-484
3.2.2.4.2.2	----- À long terme	4 335	8 965	-4 630
3.2.3	--- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.2.3.1	---- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	---- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.	---- Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	----- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	----- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	----- Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	--- Autres investissements	-70 259	25 900	-96 159
3.4.1	---- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	---- Monnaie fiduciaire et dépôts	-20 368	-65 778	45 410
3.4.2.1	----- Banque centrale	0	-3 359	3 359
3.4.2.1.1	----- À court terme	0	-3 359	3 359
3.4.2.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-56 807	-62 419	5 612
3.4.2.2.0.1	----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	----- À court terme	-56 807	-62 419	5 612
3.4.2.2.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	----- Autres secteurs	36 439	0	36 439
3.4.2.4.0.1	----- À court terme	2 328	0	2 328
3.4.2.4.0.2	----- À long terme	34 111	0	34 111
3.4.2.4.1	----- Autres sociétés financières	412	0	412
3.4.2.4.1.1	----- À court terme	207	0	207
3.4.2.4.1.2	----- À long terme	205	0	205
3.4.2.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	36 027	0	36 027
3.4.2.4.2.1	----- À court terme	2 121	0	2 121
3.4.2.4.2.2	----- À long terme	33 906	0	33 906
3.4.3	---- Prêts	-43 643	71 131	-114 774
3.4.3.1	----- Banque centrale	0	23 109	-23 109
3.4.3.1.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	23 109	-23 109
3.4.3.1.2	----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2024 (Optique FMI)

(en millions)				
Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-51 634	15 194	-66 828
3.4.3.2.1	----- À court terme	-51 634	0	-51 634
3.4.3.2.2	----- À long terme	0	15 194	-15 194
3.4.3.3	----- Administrations publiques	0	43 100	-43 100
3.4.3.3.1	----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	----- Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	----- Autres à long terme	0	43 100	-43 100
3.4.3.4	----- Autres secteurs	7 991	-10 272	18 263
3.4.3.4.0.1	----- À court terme	1 566	-2 427	3 993
3.4.3.4.0.2	----- À long terme	6 425	-7 844	14 269
3.4.3.4.1	----- Autres sociétés financières	1 991	-1 346	3 337
3.4.3.4.1.1	----- À court terme	1 904	-1 346	3 250
3.4.3.4.1.2	----- À long terme	87	0	87
3.4.3.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6 000	-8 926	14 926
3.4.3.4.2.1	----- À court terme	-338	-1 081	743
3.4.3.4.2.2	----- À long terme	6 338	-7 844	14 182
3.4.3.4.2.3	----- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	-1 834	25	-1 859
3.4.4.1	----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	----- Autres secteurs	-1 834	25	-1 859
3.4.4.4.1	----- Autres sociétés financières	-1 834	25	-1 859
3.4.4.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	----- Crédits commerciaux et avances	-4 594	75 248	-79 842
3.4.5.1	----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	----- Autres secteurs	-4 594	75 248	-79 842
3.4.5.4.0.1	----- À court terme	-4 518	32 168	-36 686
3.4.5.4.0.2	----- À long terme	-76	43 080	-43 156

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2024 (Optique FMI)

(en millions)				
Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.1	.----- Autres sociétés financières	71	171	-100
3.4.5.4.1.1	.----- À court terme	71	171	-100
3.4.5.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-4 665	75 077	-79 742
3.4.5.4.2.1	.----- À court terme	-4 589	31 997	-36 586
3.4.5.4.2.2	.----- À long terme	-76	43 080	-43 156
3.4.6	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	180	-54 727	54 906
3.4.6.1	.----- Banque centrale	0	-54 510	54 510
3.4.6.1.1	.----- À court terme	0	-54 510	54 510
3.4.6.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	132	-1 009	1 141
3.4.6.2.1	.----- À court terme	132	-1 009	1 141
3.4.6.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	.----- Autres secteurs	48	793	-745
3.4.6.4.0.1	.----- À court terme	5	140	-135
3.4.6.4.0.2	.----- À long terme	43	653	-610
3.4.6.4.1	.----- Autres sociétés financières	5	392	-387
3.4.6.4.1.1	.----- À court terme	5	62	-57
3.4.6.4.1.2	.----- À long terme	0	330	-330
3.4.6.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	43	401	-358
3.4.6.4.2.1	.----- À court terme	0	78	-78
3.4.6.4.2.2	.----- À long terme	43	323	-280
3.4.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.4.6.4	.-- Avoirs de réserve	-22 344	0	-22 344
3.4.6.4	.---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	.----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	.----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	23 169	0	23 169
3.5.6.6	.---- Position de réserve au FMI	2 289	0	2 289
3.5.4.1	.---- Autres avoirs de réserve	-47 803	0	-47 803
3.5.4.1	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	-47 803	0	-47 803
3.5.4.1.1	.----- Créances sur les autorités monétaires	2 448	0	2 448
3.5.4.1.2	.----- Créances sur d'autres entités	-50 250	0	-50 250
3.5.4.2	.----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	.----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	.----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	.----- Autres créances	0	0	0
	. Erreurs et omissions nettes	-2 016 201	-2 024 885	8 684

Source : BCEAO

(en millions)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		12 023,5	11 169,5	123,6	10 553,1	20 081,0	2 480,1	30 344,4	86 775,1
	Burkina	7 980,9		42 700,8	3,2	100 208,0	14 042,0	12 868,7	48 773,6	226 577,3
	Côte d'Ivoire	81 228,1	667 569,2		2 906,0	972 026,2	21 385,5	108 596,8	57 155,7	1 910 867,5
	Guinée-Bissau	10,8	56,6	1,8		341,0	0,0	3 981,5	355,2	4 746,8
	Mali	12 038,6	45 160,9	59 785,0	79,3		8 734,3	126 335,9	16 570,9	268 704,9
	Niger	15 708,8	21 996,9	3 042,8	0,0	27 216,5		1 343,2	22 803,9	92 112,1
	Sénégal	19 042,6	96 755,5	108 461,7	71 622,3	842 631,2	7 513,3		20 881,3	1 166 908,0
	Togo	130 887,4	105 956,0	111 301,6	964,1	74 240,9	42 989,5	25 554,7		491 894,3
	UEMOA	266 897,1	949 518,7	336 463,2	75 698,6	2 027 216,9	114 745,6	281 160,9	196 884,9	4 248 586,0

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

(en millions)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		6 878,7	11 627,1	47,4	21 763,8	24 780,6	3 883,4	45 655,4	114 636,4
	Burkina	9 437,4		36 846,5	12,1	183 235,5	13 158,6	16 205,4	60 411,7	319 307,2
	Côte d'Ivoire	43 898,1	490 882,3		1 728,4	977 752,9	35 315,2	158 969,3	60 331,1	1 768 877,4
	Guinée-Bissau	11,6	6,3	71,0		95,7	26,8	4 252,2	843,4	5 306,9
	Mali	11 651,5	63 712,7	51 409,4	332,5		7 867,6	132 605,3	12 680,5	280 259,6
	Niger	14 140,0	34 689,6	12 468,4	45,9	44 882,9		1 085,6	10 428,5	117 740,8
	Sénégal	20 792,4	37 732,8	98 092,4	58 608,2	866 271,8	11 683,0		16 864,5	1 110 045,1
	Togo	98 349,8	100 004,3	64 487,7	379,2	94 840,0	38 421,8	36 819,4		433 302,2
	UEMOA	198 280,7	733 906,7	275 002,5	61 153,8	2 188 842,7	131 253,6	353 820,6	207 215,1	4 149 475,7

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 3 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2024 (en millions)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 607,2	1 593,8	327,7	926,7	1 424,0	5 238,6	14 815,7	28 933,7
	Burkina	17 065,0		10 230,0	209,7	2 366,5	4 803,0	6 113,1	18 112,3	58 899,6
	Côte d'Ivoire	37 610,0	19 648,7		182,4	4 628,5	5 251,7	3 251,1	17 607,7	88 180,2
	Guinée-Bissau	289,0	184,9	160,9		57,3	59,1	7 727,8	194,8	8 673,8
	Mali	3 930,8	15 825,8	13 023,0	1 939,6		1 121,7	6 781,3	3 985,5	46 607,5
	Niger	11 278,6	3 323,4	898,7	122,0	2 682,0		7 289,1	7 259,0	32 852,9
	Sénégal	2 105,4	6 113,1	2 937,3	4 152,1	4 662,0	24,5		1 154,4	21 148,8
	Togo	23 246,7	3 994,5	768,8	220,9	832,9	1,0	8 947,2		38 012,0
	UEMOA	95 525,5	53 697,5	29 612,5	7 154,3	16 156,0	12 685,1	45 348,1	63 129,4	323 308,4

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 4 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2023 (en millions)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		2 317,5	1 361,6	307,1	882,6	924,1	5 070,6	10 484,0	21 347,4
	Burkina	19 277,5		8 741,9	196,5	2 253,9	5 101,0	7 523,5	13 050,3	56 144,5
	Côte d'Ivoire	36 663,2	38 720,0		171,0	4 285,7	5 079,4	3 177,6	17 734,5	105 831,3
	Guinée-Bissau	270,8	173,3	150,8		53,1	55,4	6 958,6	182,6	7 844,5
	Mali	4 511,1	12 977,8	10 540,6	1 817,7		389,6	7 948,7	3 023,4	41 208,9
	Niger	3 786,0	1 392,1	768,1	115,0	968,8		8 221,3	4 352,0	19 603,2
	Sénégal	2 031,6	6 728,8	2 842,5	3 891,3	4 902,3	27,0		1 098,8	21 522,2
	Togo	18 343,5	3 779,4	577,5	207,1	771,2	610,0	8 222,4		32 511,0
	UEMOA	84 883,7	66 088,8	24 982,8	6 705,6	14 117,4	12 186,5	47 122,6	49 925,6	306 013,0

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2024 (en millions)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		4 354,9	21 648,1	102,3	2 142,0	5 598,0	5 703,4	4 533,7	44 082,4
	Burkina	10 889,1		37 835,2	38,8	23 668,0	6 967,0	9 135,7	13 427,4	101 961,1
	Côte d'Ivoire	94 114,5	77 061,2		86,3	108 247,0	7 101,0	98 746,0	29 644,2	415 000,2
	Guinée-Bissau	69,5	1 895,1	317,1		5 056,0	264,0	2 900,8	469,5	10 972,0
	Mali	9 425,7	20 406,0	29 129,0	126,7		12 183,0	24 289,7	7 472,6	103 032,7
	Niger	23 459,0	3 559,7	947,7	229,0	10 385,0		9 412,0	12 602,0	60 594,4
	Sénégal	7 238,4	9 488,1	119 308,6	2 267,8	21 754,7	6 965,0		9 046,4	176 069,1
	Togo	3 722,8	3 548,4	6 898,6	112,8	1 557,2	11 042,0	8 233,6		35 115,4
	UEMOA	148 919,0	120 313,4	216 084,2	2 963,8	172 810,0	50 120,0	158 421,2	77 195,8	946 827,3

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2023 (en millions)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 776,9	9 848,0	650,1	2 661,9	8 994,0	7 695,1	4 717,8	37 343,9
	Burkina	10 586,5		24 721,8	40,5	24 800,0	4 393,5	7 893,7	12 686,6	85 122,7
	Côte d'Ivoire	83 765,8	54 035,3		645,2	112 262,7	10 833,5	111 082,5	35 004,6	407 629,6
	Guinée-Bissau	441,6	174,0	592,8		2 688,2	1 028,0	9 773,2	1 804,4	16 502,1
	Mali	9 014,0	22 749,3	30 500,1	464,5		7 319,0	24 319,2	7 846,7	102 212,8
	Niger	14 809,8	1 545,6	947,7	262,6	8 527,1		6 018,1	6 719,6	38 830,5
	Sénégal	5 116,0	9 705,3	55 383,5	2 311,0	48 254,8	5 381,5		7 022,4	133 174,4
	Togo	4 055,4	3 632,2	6 246,2	1 333,5	1 539,4	7 524,4	6 118,2		30 449,3
	UEMOA	127 789,1	94 618,6	128 240,1	5 707,3	200 734,0	45 473,9	172 900,0	75 802,1	851 265,2

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 3.1. Présentation des principales innovations introduites par la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements

Le nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les développements économiques associés à la mondialisation, l'innovation technologique et financière enregistrée au cours de ces dernières années, ainsi que le renforcement de l'intégration entre les statistiques de la position extérieure globale et les comptes macroéconomiques. Toutefois, le cadre de référence est resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition. Les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus.

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure et se présente comme suit.

Tableau synthétique
Compte des transactions courantes Biens Services Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>). Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants »</i>) Compte de capital Acquisition et cession d'actifs non produits Transferts en capital Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>) Investissements directs Investissements de portefeuille Produits financiers dérivés (<i>poste nouvellement introduit</i>) Autres investissements Avoirs de réserve.

Les changements les plus significatifs, opérés dans le contenu des principales composantes de la balance des paiements, sont indiqués ci-après.

Compte des biens et services

- un poste supplémentaire a été créé pour l'enregistrement des réexportations ;
- le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens ;
- les biens achetés dans les ports sont inclus dans les marchandises générales ;
- les réparations et maintenance sur les navires, avions et autre matériel de transport sont retracées dans les services au lieu des biens ;
- les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services ;
- les services postaux et de messageries sont désormais inclus dans les services de transport.

Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Ce dernier présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production.

Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire » dans le nouveau manuel. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels »

remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- les résultats de la recherche et développement sont déclassés du compte de capital aux services de recherche et développement ;
- les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG ;
- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.

Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de crédit et débit. Par ailleurs, les allocations de DTS sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles ne figuraient que dans la position extérieure globale dans la 5^{ème} édition.

III. LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La principale modification opérée dans la PEG concerne le **Compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou compte « Autres flux »**.

Ce compte retrace les changements de volumes dans la PEG pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications qui impactent la position extérieure globale.

Annexe 3.2. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignon, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,...) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, qui a séjourné à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int